



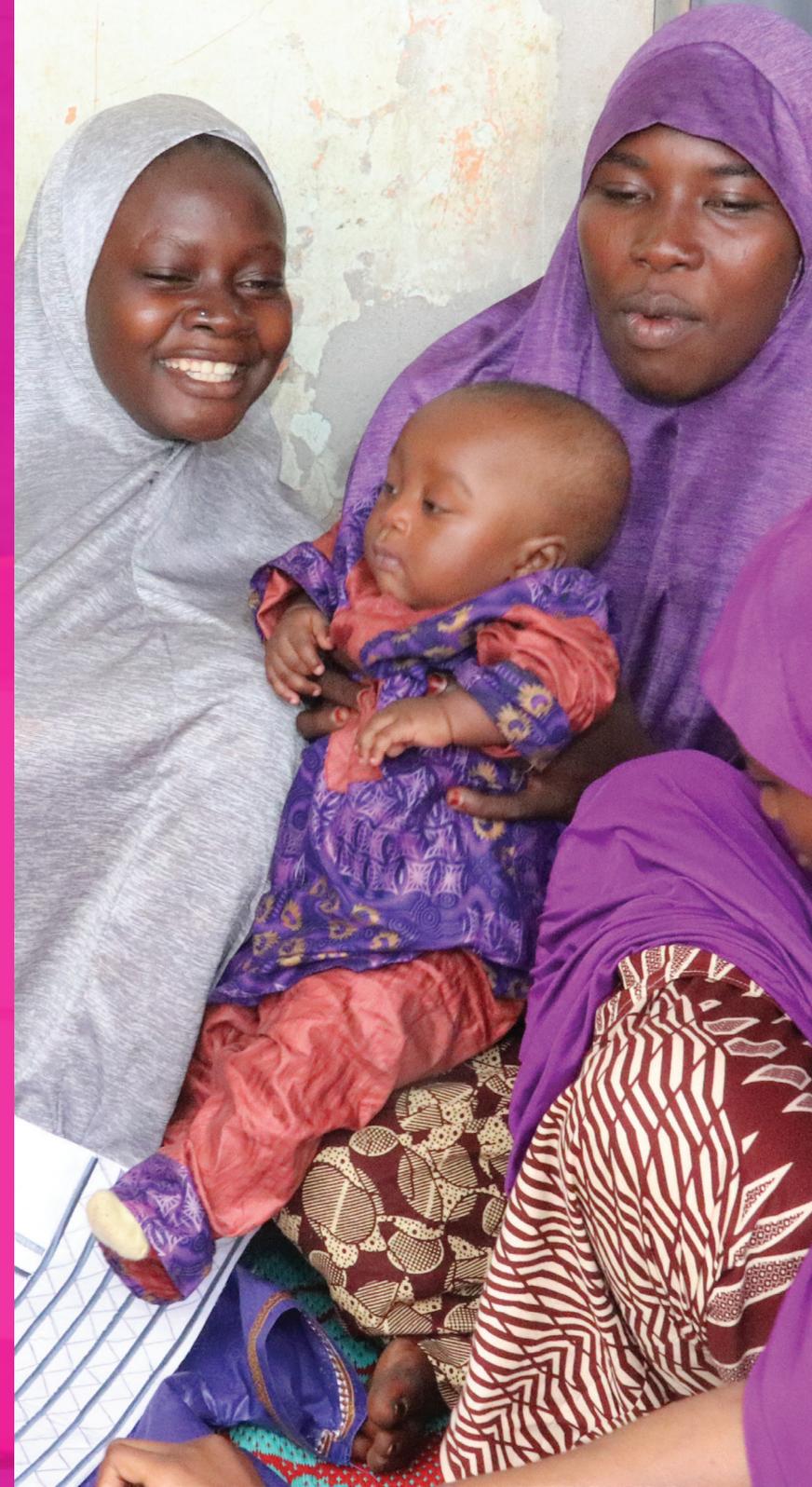
Cameroon Country Office

STRIVE FOR
ST WORLD
ADVANCES

RAPPORT ANNUEL 2021

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES ET ABBREVIATIONS	3
MESSAGE DU DIRECTEUR PAYS	4
PARRAINAGE	5
APERÇU DE PLAN INTERNATIONAL	6
PLAN INTERNATIONAL AU CAMEROUN	9
PRÈS DE 25 ANS D'IMPACT AU CAMEROUN POUR L'ANNÉE 21	11
PROGRÈS ET RÉALISATIONS DES ACTIVITES DE PROGRAMME & INFLUENCE	11
ÉDUCATION DE QUALITÉ	12
COMPÉTENCES ET POSSIBILITÉS D'EMPLOI ET D'ENTREPRENEURIAT POUR LES JEUNES DIRIGER	23
SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS	30
DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	33
PROTECTION CONTRE VIOLENCE	37
PROGRÈS ET RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TRAVAUX	42
POSITION DANS LE PAYS	54
RAPPORT FINANCIER 2021	60
ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL	63
REPORTING FINANCIER	64
RECETTES	64
DEPENSES	64
EN PERSPECTIVE	65



LISTE DES ACCRONYMES ET ABBREVIATIONS

ANJE : Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
AOGD : Area of Global Distinctiveness
APEE : Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants
AVEC : Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
CdC : Champions du Changement
CDPE : Centre pour le Développement de la Petite Enfance
COVID-19 : Maladie à coronavirus 2019
DPE : Développement de la Petite Enfance
DSSR : Droits et Santé Sexuels et Reproductifs
EEI : Engins Explosifs Improvisés
ESU : Education en Situation d'Urgence
INEE : Réseau Inter-Agences pour L'éducation en Situations D'urgence
IRC : Comité international de secours
IST : Infections Sexuellement Transmissibles

MAM : Malnutrition Aiguë Modérée
MAS : Malnutrition Aiguë Sévère
MINADER : Ministère de l'agriculture et du développement rural
MINAS : Ministère des affaires sociales
MINEDUB : Ministère de l'éducation de base
MINEFOP : Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle
MINJEC : Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique
MINPROFF : Ministère de la promotion de la femme et de la famille
NWSW/NOSO : Nord-Ouest Sud-Ouest
OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisations Non-gouvernementale
P&I : Programme et Influence
PDI : Personnes Déplacées Internes
PESU : Protection des Enfants en Situation d'Urgence

PIIA :
RCA : République centrafricaine
SOYEE : Compétences et Opportunités pour l'Emploi et l'Entrepreneuriat des jeunes
STEM : Science, technologie, ingénierie et mathématiques
TLS : Espaces d'Apprentissage Temporaires
UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WSBG : Violence Sexuelle Basée sur le Genre
WASH : Eau, de l'assainissement et de l'hygiène



Session parlementaire organisée par Plan International Cameroon en collaboration avec des partenaires pour l'adoption d'un Code de Protection de l'Enfant au Cameroun



MIRIAM CASTANEDA
Directeur Pays
Plan International Cameroon

“J’étais désespérée et impuissante ; je ne pouvais pas supporter l’idée de ne plus jamais voir mon petit garçon”, dit Patou, mère du petit Noudjoutar, un enfant réfugié centrafricain vivant à Douala, au Cameroun. Ses parents ne pouvaient pas lui fournir une alimentation adéquate, ce qui entraîna un retard de croissance et des difficultés à marcher.

MESSAGE DE LA DIRECTRICE PAYS

Après de nombreuses violations conjugales, son père a pris la fuite avec lui, vers une destination inconnue, sans le consentement de sa mère, la laissant désespérée et sans espoir.

En février 2021, après des mois de recherche, Noudjoutar a été retrouvé et réuni avec sa mère et suivi pour un traitement. ***“La joie de revoir mon fils était immense. Même s’il m’est revenu très malade, l’équipe de protection est à nouveau intervenue pour son traitement. Aujourd’hui, je reprends goût à la vie, mon fils s’est rétabli, il court joyeusement dans tous les sens”***, se réjouit Patou. Tout ceci a été possible grâce au travail de Plan International avec les autorités administratives et judiciaires et à l’effort financier et psychologique conjoint de plusieurs agences.

Noudjoutar n’est qu’un enfant parmi des millions d’autres filles et garçons camerounais et enfants réfugiés dont les conditions de vie se sont améliorées grâce aux efforts combinés de Plan International et de ses partenaires. Cette histoire à succès, parmi d’autres, est la preuve vivante que notre vision d’un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l’égalité pour les filles est réalisable. Ce rapport présente les points forts des résultats obtenus au cours de l’année fiscale 2021.

La période fiscale 21 a été marquée par les efforts de Plan International Cameroon visant à capitaliser les gains du processus de transformation lancé au milieu de l’année fiscale 20 pour atteindre l’excellence opérationnelle. Avec une stratégie pays révisée en réponse à la crise humanitaire en cours et

aux besoins de développement du pays, dans le contexte de la COVID-19, nos interventions ont été centrées à la fois sur le développement et la réponse humanitaire dans nos différents domaines d’intervention à travers le Cameroun au profit des enfants et des jeunes, en particulier les filles et leurs communautés.

Les réalisations de Plan International Cameroon au cours de cette année fiscale n’auraient pas été possibles sans le soutien indéfectible de nos partenaires, donateurs et supporters : le gouvernement du Cameroun à travers ses différents ministères et organes décentralisés, les institutions privées, les partenaires locaux et internationaux, et les individus qui ont adhéré à notre vision d’une société genre transformatrice. Au nom de toute l’équipe de Plan International Cameroon, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué au succès de nos efforts constants pour construire un monde dans lequel les enfants et les filles sont libres d’apprendre, de diriger, de décider et de s’épanouir.

Nous sommes unis par nos forces. Nous sommes convaincus qu’ensemble et animés par notre passion collective, nous pouvons créer un impact plus significatif à travers le Cameroun, en apportant la plus grande valeur ajoutée à la vie des enfants et des filles dans tous les contextes. Je vous invite à nous rejoindre alors que nous intensifions nos actions pour réaliser notre objectif et notre ambition audacieuse d’améliorer la vie et l’avenir des enfants et des jeunes, en particulier des filles et des jeunes femmes.

Bonne lecture !

ANNÉE FISCALE 2021 EN CHIFFRES

BUDGET : FONDS DE BASE ET SUBVENTIONS

Revenu total : 11,3 milliards de FCFA; 17% du revenu total provenant des dons individuels (parrainage) et 83 % collectés grâce aux entreprises donatrices.

PARRAINAGE:

- Les activités de parrainage sont mises en œuvre dans 5 régions sur 10 au Cameroun.
- Nombre de communautés où le programme de parrainage est mis en œuvre : **406**.
- Effectif total des enfants inscrits au programme de parrainage : **27 199 Enfants**
- Nombre d'enfants ayant un parrain : **21,419 (85%)**.
- Répartition des enfants parrainés par Bureau Régional en FY21 :
Bamenda : **7 071**
Bertoua : **5 993**
Biteng : **3 037**
Garoua : **10 520**
Maroua : **308**

PERSONNEL DE PLAN À TRAVERS LE PAYS

220

Nombre total d'employés



Employés
femmes

72

Pourcentage : 33%



Employés
hommes

148

Pourcentage : 67%

APERÇU DE PLAN INTERNATIONAL



HISTORIQUE

Fondée en 1937, Plan International est une organisation humanitaire et de développement qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité des filles. Plan International est une organisation mondiale indépendante qui défend les droits de l'enfant et qui s'engage à aider les enfants vulnérables et marginalisés et leurs communautés à sortir de la pauvreté. En mettant activement en relation des personnes engagées et des idées fortes, nous travaillons ensemble pour apporter des changements positifs, profonds et durables dans la vie des enfants et des jeunes, et en particulier les filles.

Depuis plus de 80 ans, nous aidons les filles et les garçons et leurs communautés dans plus de 75 pays à travers le monde à acquérir les compétences, les connaissances et la confiance dont ils ont besoin pour faire valoir leurs droits, sortir de la pauvreté et vivre une vie épanouie et positive.

Nous nous efforçons d'avoir un impact durable et à grande échelle afin de garantir que les enfants, les jeunes et leurs communautés aient accès à la protection, à une éducation de qualité et inclusive, à l'information et aux services de santé, ainsi qu'à un travail décent et à des opportunités d'entrepreneuriat.

Plan International travaille avec les enfants, les jeunes, leurs familles et communautés, ainsi que d'autres porteurs d'obligation, afin de changer les comportements ainsi que les normes sociales et politiques qui affectent négativement la vie des enfants et des filles. Plan International répond aux besoins pressants en cas de crise, et contribue à bâtir la résilience des populations en situation de catastrophe par des mécanismes appropriés.

NOTRE AMBITION

**WE HAVE
100 MILLION REASONS
TO ACT FOR GIRLS
SO THAT THEY CAN LEARN,
LEAD, DECIDE AND THRIVE**

**NOUS AVONS
100 MILLIONS DE RAISONS
D'AGIR POUR LES FILLES
AFIN QU'ELLES PUISSENT
APPRENDRE, DÉVELOPPER
LEUR LEADERSHIP, DECIDER
ET S'ÉPANOUIR**

PLAN
INTERNATIONAL
AUX FILLES. L'ÉGALITÉ

**TOGETHER, LET'S SAY
NO TO RAPE AND
HARASSMENT
SO THAT GIRLS CAN GROW AND
DEVELOP FULLY IN
THE SOCIETY.**

DAPHNE NJIE
Musician, Activist



PLAN
INTERNATIONAL
AUX FILLES. L'ÉGALITÉ



**IT IS TIME TO ACT
TO PROTECT GIRLS
AND WOMEN
FROM ALL FORMS OF ABUSE
#GIRLSGETEQUAL**

KOPPO
Musician

PLAN INTERNATIONAL OEUVRE POUR UN MONDE JUSTE QUI FAIT PROGRESSER LES DROITS DES ENFANTS ET L'EGALITE DES FILLES.

NOS VALEURS

NOUS SOMMES OUVERTS ET REDEVABLES

Nous nous efforçons d'établir un climat de confiance à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation en étant ouverts, honnêtes et transparents. Nous assumons nos décisions ainsi que l'impact de notre action sur autrui et nous nous efforçons de tenir nos engagements.

NOUS TRAVAILLONS BIEN ENSEMBLE

Nous coopérons efficacement avec d'autres acteurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation, notamment nos sponsors et nos donateurs. Nous soutenons activement nos collègues et les aidons à atteindre leurs objectifs. Nous œuvrons en synergie pour identifier et mettre en œuvre des solutions dans toutes les instances de l'organisation, en collaboration et au profit des enfants, des filles, des jeunes, des communautés et de nos partenaires.

NOUS VISON L'INCLUSION ET L'AUTONOMISATION

Nous respectons tout le monde, apprécions les différences et combattons les inégalités dans nos programmes et dans notre environnement professionnel. Nous soutenons les enfants et les jeunes des deux sexes en vue de leur permettre de renforcer leur confiance en soi et de prendre en main leurs propres vies. Nous donnons à notre personnel les moyens de s'exprimer pleinement et de réaliser son potentiel.

NOUS OEUVRONS POUR UN IMPACT DURABLE

Nous nous efforçons de produire un impact significatif et durable dans la vie des enfants et des jeunes, et de promouvoir l'égalité pour les filles. Nous nous mettons au défi d'être audacieux, courageux, réactifs, ciblés et innovateurs.

Web site : www.plan-international.org/cameroon
Email : Cameroon.CO@plan-international.org
Facebook : [Plan International Cameroon](https://www.facebook.com/PlanInternationalCameroon)
Twitter : [@PlanCameroon](https://twitter.com/PlanCameroon)

PLAN INTERNATIONAL AU CAMEROON

PRÈS DE 25 ANS D'IMPACT AU CAMEROON



Plan International a commencé ses opérations au Cameroun depuis 1996, avec une couverture nationale progressive. Nous avons actuellement des bureaux dans 8 régions sur 10 : Nord, Extrême-Nord, Adamawa, Centre, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Est, et Littoral.

Depuis plus de 20 ans, Plan International Cameroun a impacté la vie de millions d'enfants à travers des programmes de développement et d'urgence dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection de l'enfance et de la sécurité économique. Depuis 2013, nous avons significativement contribué aux côtés de la communauté humanitaire et du gouvernement, à la réponse à 3 crises humanitaires majeures, à savoir l'afflux de réfugiés centrafricains, l'afflux de réfugiés nigériens, et plus récemment la crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Au cours de l'exercice 19, Plan International Cameroun a adopté une nouvelle stratégie nationale quinquennale (2018 - 2022). Elle tient compte de divers documents clés, notamment les Objectifs de développement durable (ODD), les priorités de développement du gouvernement énoncées dans le Document stratégique pour la croissance et l'emploi, et la Stratégie mondiale 2018 - 2022 de Plan International.

La Stratégie Pays décrit clairement les objectifs du pays ainsi que les priorités du programme qui sont :

- i) **Faciliter l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les filles, les enfants vulnérables, les enfants exclus et les enfants à risque d'exclusion, y compris dans les situations d'urgence, ainsi que l'accès à un travail décent et à l'entrepreneuriat pour les jeunes femmes après avoir terminé leur éducation ;**
- ii) **Faciliter l'accès des filles et des jeunes femmes et hommes aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive, en garantissant leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, et en donnant aux filles et aux jeunes femmes les moyens de faire des choix éclairés concernant leur corps, leur sexualité et le moment où elles se marient et avec qui ;**
- iii) **Veiller à ce que les filles, les garçons et les jeunes femmes et hommes exposés à la discrimination et à la violence, dans des circonstances difficiles, lors de catastrophes ou de situations de crise humanitaire, survivent et soient en mesure de réaliser leurs droits à une protection durable et sensible au genre.**

Au Cameroun, Plan International touche des millions d'enfants, de jeunes et de filles grâce à une collaboration étroite avec plusieurs partenaires, dont des ministères, des agences des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales, des organisations de la société civile, des organisations communautaires et des partenaires locaux.

L'exercice 21 a été marqué par les efforts de Plan International Cameroun visant à capitaliser les gains du processus de transformation entamé au milieu de l'exercice 20 pour atteindre l'excellence opérationnelle. Il se poursuit avec une stratégie pays révisée pour les années 22 à 24 qui souligne la réponse du CO à la crise humanitaire en cours dans le pays.

Tout au long de l'exercice 2021, Plan International Cameroun a continué à soutenir le gouvernement camerounais dans sa réponse à une crise humanitaire polarisée, y compris la crise sociopolitique de plus en plus complexe dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les réfugiés de la RCA à l'Est et une incursion prolongée de Boko Haram dans les régions de l'Extrême-Nord, le tout aggravé par la pandémie de COVID-19.

APERÇU DU PARRAINAGE

Le parrainage d'enfants est une base solide sur laquelle Plan International construit une communauté mondiale qui est consciente, impliquée et unie autour des besoins, des droits des enfants et de l'égalité des filles. Il nourrit des relations significatives avec les communautés, les familles, les enfants et les parrains, qui permettent à Plan International d'établir des interventions à long terme avec des améliorations durables de la qualité de vie.

Grâce au parrainage d'enfants, un parrain a la possibilité de soutenir les enfants les plus vulnérables du monde, en particulier les filles. Les enfants parrainés sont choisis comme ambassadeurs par leur communauté. Les principales activités qu'ils mènent avec leurs parrains sont l'échange de communications, le partage d'une culture commune et la sensibilisation aux problèmes des enfants, en particulier des filles.

Les programmes de Plan International ciblent les enfants parrainés et leur profitent par le biais de solutions de développement communautaire dans lesquelles eux et leurs familles peuvent s'impliquer. solutions de développement communautaire auxquelles eux-mêmes et leurs familles participent activement. Les revenus générés par le parrainage d'enfants Les revenus générés par le parrainage d'enfants permettent la mise en œuvre de projets dans la communauté de l'enfant parrainé.

Une année de responsabilisation des jeunes en tant qu'ambassadeurs du changement

L'année 21 a vu la création de conseils municipaux juniors dans nos 9 communautés partenaires de parrainage. Ces projets visent à fournir un soutien à long terme aux groupes de jeunes et à leur permettre d'assumer le rôle d'ambassadeurs du changement pour l'égalité des sexes et la bonne gouvernance aux niveaux communautaire, communal et national. Les principaux domaines d'intervention de ces structures de collaboration sont la protection des enfants et des jeunes, la bonne gouvernance et les droits des adolescents en matière de santé sexuelle et reproductive.

2021

CREATED 09 JUNIOR
MUNICIPAL COUNCILS
WITH 292 JUNIOR
COUNCILLORS

YOUTHS AGED 15
TO 24 YEARS

YAOUNDE 2
OKOLA
AWAE
ZDENG
ESSE
AKONLINGA
OLANGENA
ENDDM
MENGANG

**FY 21
PROGRAMME
ET
INFLUENCE
ACTIONS ET
REALISATIONS**



ÉDUCATION DE QUALITÉ



Ministre de l'Enseignement Secondaire et le Directeur National de Plan International Cameroon ; renouvellement de partenariat

Les progrès enregistrés dans le domaine de l'éducation inclusive de qualité comprennent les résultats clés suivants :

L'accès à une éducation inclusive de qualité pour **13 788 enfants (7 525F ; 6 263G) dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NWSW)** a été amélioré grâce aux structures communautaires de soutien à l'enfance (CCSS) avec des activités d'alphabétisation et de

calcul, de santé, d'hygiène et de compétences de vie. En plus des kits de lavage des mains, 500 kits de gestion de l'hygiène menstruelle (comprenant des serviettes hygiéniques, des sous-vêtements, du dentifrice, des brosses à dents et du détergent en poudre) ont été distribués à 500 adolescentes/mères (les mères étant celles inscrites et bénéficiant des activités éducatives du projet) au sein de 40 communautés où le projet éducatif est mis

en œuvre dans les deux régions du NWSW. 333 kits de lavage des mains ont également été distribués à des enfants handicapés âgés de 6 à 17 ans, ainsi qu'à des adolescentes/mères dans les deux régions. 6 000 sacs d'école, désinfectés et emballés conformément au plan d'atténuation de risque COVID-19 du Cluster Education du NWSW et aux protocoles de distribution des fournitures de COVID-19 de Plan International Cameroon, ont été

distribués dans les deux régions en août et septembre 2020. Grâce aux efforts conjoints des équipes du projet d'éducation et du CPIE respectivement, le nombre d'enfants dans les orphelinats cibles a été réduit en passant par le processus de placement en famille d'accueil et en plaçant 63 enfants (39F, 24G) sous la garde de parents d'accueil. Parmi eux, 4 enfants (3G, 1F) vivent avec un handicap.

Du matériel d'enseignement et d'apprentissage (comprenant entre autres des cahiers, des tableaux noirs, des ardoises, de grands autocollants, des kits de coloriage, des craies blanches et de couleur, des effaceurs, des stylos à bille, des marqueurs, des papiers conférence et des fichiers chrono) a été acheté et distribué à 17 centres dans les deux régions du NSW respectivement, au profit de **7 410 enfants (4 446F ; 2 964G)**. Les animateurs récepteurs et les chefs communautaires ont signé des reçus au niveau de chaque CCSS et distribueront les cahiers, stylos, crayons et craies de couleur aux enfants cibles plus tard, lorsque l'enseignement à distance commencera. Les deux parties ont convenu de procéder à un contrôle d'inventaire avant la réouverture des

CCSS afin de s'assurer que les enfants ont bénéficié des avantages prévus à l'origine. Dans le cadre des conditions visant à assurer la protection des enfants bénéficiaires, les structures d'appui communautaire aux enfants (CCSS) ont été autorisées à fonctionner à condition qu'elles disposent d'un espace suffisant et qu'elles répondent à des exigences d'hygiène et d'assainissement appropriées qui respectent les mesures de prévention et de contrôle de COVID-19.

Un total de 21 facilitateurs (19F, 2H) et 10 parents/soignants (7F, 3H) des départements du Fako, de la Meme et du Manyu respectivement, ont été formés sur l'éducation radiophonique hors ligne, l'apprentissage électronique et la prévention et la gestion de COVID-19, en septembre 2020,



tandis qu'une deuxième formation a eu lieu à Bamenda dans le Nord-Ouest, en octobre 2020, à laquelle ont participé 17 facilitateurs (11F, 6H) et 10 parents/soignants (5F, 5H) des départements du Boyo, de la Mezam et du Ngoketunjia respectivement. Les critères de sélection des chefs de groupe comprenaient les membres du Comité de gestion communautaire (CBMC) et les parents/soignants, qui ont enregistré une moyenne de 4 enfants en

âge d'aller à l'école et qui bénéficieront de l'apprentissage électronique hors ligne et de l'éducation par radio, qui ont les compétences de base en lecture, écriture et calcul et qui sont capables de transmettre la formation à d'autres parents/soignants dans leurs communautés respectives.

38 kits d'éducation par radio ont été fournis aux 38 facilitateurs pendant les ateliers de formation dans les

deux régions pour leur permettre de se familiariser avec le contenu (leçons d’alphabétisation et de calcul) ainsi qu’avec les contenus des kits. Ils ont eu l’occasion d’écouter les leçons et de faire part de leurs commentaires pendant la formation afin de maîtriser le contenu et de pouvoir enseigner aux chefs de groupe la manière d’utiliser les kits. Les kits étaient composés d’un sac, d’un ensemble de radio solaire (comprenant une radio pratique, un panneau solaire, trois ampoules, un chargeur principal et un chargeur USB), d’une lampe solaire, d’un jeu de blocs de construction, de quatre cahiers d’exercices (complétant le matériel d’apprentissage précédemment distribué aux enfants), d’un jeu de cartes de couleur, d’une balle, de deux morceaux de savon, de douze crayons, de dix gommes, de douze crayons de couleur et de deux clés USB (de 4 Go chacune) contenant les cours d’alphabétisation et de calcul. Le reste des kits d’éducation radiophonique et d’apprentissage électronique hors ligne pour leurs communautés respectives a été livré dans leurs communautés respectives immédiatement après la formation.

Dans la région du Sud-Ouest, un total de 702 kits radio ont été distribués à 20 communautés (7 dans la Meme, 8 dans le Manyu et 5 dans le Fako). Ces kits radio comprenaient des livres, des crayons, des radios solaires, des panneaux solaires, des lampes solaires, des gommes, des blocs de construction (légo), des marionnettes pour animaux, des crayons de couleur,



des notes autocollantes, des savons et 2 clés USB de 4 Go pour l’apprentissage du calcul et de la lecture destinés aux enfants des écoles primaires. Les kits ont été emballés dans des sacs d’école et distribués aux chefs de groupe après que les agents aient expliqué le contenu des kits, les différentes clés USB contenues dans les sacs, la façon d’allumer les radios, d’écouter les leçons des différents modules et les méthodes qu’ils pouvaient utiliser pour assurer la préservation des radios et du matériel d’enseignement et d’apprentissage pour les enfants. Les chefs de groupe ont été avertis de toujours conserver les articles dans les sacs après utilisation et hors de la portée des enfants ou des étrangers. Au total, 165 kits

d’apprentissage en ligne pour le secondaire (comprenant des cahiers, des gommes, des calculatrices, des radios solaires, des lampes solaires, des panneaux solaires, des savons, des cordes à sauter et six clés USB de 8 Go avec un sujet par clé USB (mathématiques, anglais, connaissances pratiques, chimie, biologie et physique)) placés dans des sacs d’école, ont été distribués dans 20 communautés de la Meme, de la Manyu et du Fako ainsi que des kits d’apprentissage électronique pour le primaire contenant des cahiers, une lampe solaire, un panneau solaire et une radio solaire avec quatre clés USB de 8 Go (mathématiques, anglais, compétences de vie courante et sciences et technologie) pour les chefs de groupe.

Dans la région Nord-Ouest, un total de 579 kits radio (contenant des radios solaires, des lampes solaires, des clés USB pour les leçons d'alphabetisation et de calcul, des gommages, 20 carnets de dessin et un chiot en peluche), ont été distribués dans 20 communautés (10 communautés dans la Mezam, 8 dans le Boyo et 2 dans le Ngoketunjia) comme matériel supplémentaire au matériel d'enseignement et d'apprentissage distribué précédemment aux mêmes communautés. Un total de 78 kits d'apprentissage électronique hors ligne pour le primaire (comprenant des lampes solaires, des radios solaires, du savon, des battements/cordes, un chiot en peluche, des clés USB pour l'anglais, les mathématiques, les sciences et la technologie et les compétences de vie), ont été distribués à 11 communautés dans la Mezam (Abangoh, Atuazire, Azire, Bamendakwe, Old Town, Ntarikon, Nkvrurah et Hospital Round About), 2 communautés dans le Boyo (Lower Mbingo et Mejang) et 1 communauté dans le Ngoketunjia (Menkeng). Un total de 59 kits d'apprentissage en ligne pour le secondaire (comprenant des clés USB pour les mathématiques, l'anglais,

les compétences de vie, la biologie, la physique et la chimie, des cordes à sauter, des battements/cordes et du savon) ont également été distribués aux mêmes 11 communautés.

On a constaté une progression remarquable des résultats d'apprentissage pour les leçons couvertes par les programmes radio, comme en témoignent les scores obtenus lors des pré-tests et post-tests administrés aux mêmes enfants qui ont passé les deux tests. En lecture, les scores moyens du post-test ont augmenté de 1,17 pour les filles et de 1,19 pour les garçons par rapport aux scores moyens du pré-test. De même, en écriture, les scores moyens au post-test ont augmenté par rapport aux scores moyens au pré-test de 1,17 pour les filles et de 2,44 pour les garçons. Des tendances similaires ont été observées en mathématiques et en protection, la différence entre les scores du pré-test et du post-test en mathématiques étant de 3,43 pour les filles et de 4,57 pour les garçons et la différence entre le pré-test et le post-test en protection étant de 1,73 pour les filles et de 1,83 pour les garçons.

Dans la région de l'Extrême-Nord, Plan International Cameroon a joué un rôle majeur dans l'évaluation conjointe des besoins en éducation (JENA) menée de décembre 2020 à mars 2021 par les ministères de l'Éducation de Base et des Enseignements Secondaires respectivement, l'UNICEF, le NRC, l'IRC et le COHEB. Cela a permis d'élaborer une évaluation sectorielle conjointe approfondie qui a identifié et mis à jour les besoins les plus importants du secteur de l'éducation dans toutes les divisions touchées par la crise humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord.

Des informations sur le **"programme d'apprentissage accéléré"** de Plan International Cameroon, financé par ECHO, ont été partagées pendant deux grands groupes mondiaux sur l'éducation, à savoir : un webinaire pour le groupe régional EIE d'Afrique de l'Ouest organisé par le groupe de travail sur l'éducation accélérée (AEWG) sur le thème : Stratégie et outil pour le groupe de travail sur l'éducation accélérée ;



et un autre organisé par le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) sous le thème **"Principes de rattrapage de l'éducation accélérée"** qui s'est également concentré sur la valeur du programme CARED. Les deux présentations ont mis en avant les expériences de Plan International dans ce domaine, et ont permis de partager les bonnes pratiques avec les participants. Ce fut également l'occasion de plaider pour davantage d'initiatives visant à fournir un programme d'éducation alternatif aux enfants non scolarisés.

Un total de 19 salles de classe ont été rénovées et 06 autres salles de classe reconstruites dans 09 écoles ciblées dans le cadre du projet BMZ en novembre 2020. Une cérémonie de réception officielle a été organisée le 17 février 2021 à Bounderi (arrondissement de Mora) sous le patronage du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord, représenté par le Préfet du département du Mayo-Sava. Pour compléter les actions, 750 bancs, 50 chaises d'enseignants, et 25 tables d'enseignants ont été distribués à toutes les écoles cibles, améliorant ainsi l'accès à une



Ministre de l'Education de Base et le Directeur National de Plan International Cameroun en accord de partenariat

éducation de qualité, équitable et inclusive pour 5 863 enfants (2 492 F et 3 371 G). Conformément à la stratégie de durabilité du projet BMZ, une opération baptisée "Transmission du cadeau" a été lancée en mai, afin de renforcer l'engagement communautaire. Ainsi, les familles des enfants qui ont reçu des manuels de français et de mathématiques au cours de l'année précédente, ont volontairement fait don de ces manuels pour qu'ils soient utilisés dans les bibliothèques scolaires ; ce faisant, elles ont permis à d'autres enfants de la

communauté de bénéficier de ces livres et de produire des bénéficiaires à long terme pour tous les enfants de la communauté. En juin 2021, plus de 56% des livres avaient été retournés par les bénéficiaires et le processus se poursuit.

De même, et dans le cadre du projet ECHO, 02 espaces d'apprentissage temporaires (TLS) ont été construits à Makary pour promouvoir un accès libre et égal à une éducation de qualité pour les enfants non scolarisés. Chaque espace d'apprentissage temporaire

a été équipé de bancs, de chaises et de tables qui ont permis à 192 enfants (92F, 100G) de participer au programme d'éducation accélérée dans un environnement propice, ce qui a entraîné une amélioration significative des inscriptions et de la fréquentation scolaire.

La mise en œuvre réussie du programme CARED a permis à 505 enfants déplacés, rapatriés et réfugiés (282 F, 223 G) qui étaient inscrits auparavant dans des classes de rattrapage, de réintégrer l'école formelle. Chaque élève a reçu un

kit scolaire à son retour à l'école afin d'accroître l'engagement des familles dans leur apprentissage.

La campagne « **#GirlsTakeover** » menée pendant la commémoration de la Journée Internationale de la Fille, a été conduite au camp de Minawao, au cours de laquelle des filles sélectionnées ont simulé l'occupation des postes importants tels que responsable du camp de Minawao et le maire de l'arrondissement de Koza. **Au total, 92 filles de l'école primaire ont été récompensées, dont 72 dans le camp, 10 à Hodango et 10 à Gadala.** De même, 33 filles d'écoles secondaires ont été récompensées, dont 13 filles de la Minawao High School, 10 filles de la Gawar High School et 10 filles de la Zamay High School. Un total de 123 filles, ont reçu des kits scolaires comprenant un sac d'école, des cahiers et des manuels scolaires pour renforcer leurs compétences en leadership.

Un total de **09 sessions de sensibilisation via des groupes** de discussion ont été organisées pendant les campagnes back-to-school/ Stay-in-school (retour à l'école/maintien à l'école) ayant touché **1 943 personnes (1 087 femmes, 856 hommes)**. Au total, 7 361 personnes (3 352 femmes, 4 009 hommes) ont été touchées à Makary grâce à 102 visites à domicile, 42 réunions communautaires et 33 sessions de communication de masse. Les messages de plaidoyer durant les campagnes se sont concentrés sur la sensibilisation de la communauté à l'éducation accélérée, l'effet négatif du mariage précoce pour les filles et l'importance de l'implication des détenteurs de pouvoir dans la réalisation du droit des enfants à l'éducation.

Quelque 288 membres (216 femmes, 72 hommes) des structures de gouvernance scolaire (SGS), ont été formés sur leurs rôles et responsabilités, la gestion financière, la recherche des sources potentielles de revenus, ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement des structures de gouvernance scolaire, et l'identification des opportunités de mobilisation des ressources au sein de la communauté. Des résultats positifs ont été enregistrés sur le terrain, comme en témoignent plusieurs communautés qui ont mis en place des jardins scolaires en collaboration avec leurs comités de gestion scolaire respectifs et les gouvernements des enfants.



En ce qui concerne la lutte contre la propagation de COVID-19, 420 sessions de formation aux compétences de vie ont été organisées au cours de l'année fiscale, touchant **7 989 adolescents et jeunes (3 935F, 4 054H)**. Les principaux thèmes abordés lors de ces sessions ont été : l'hygiène personnelle, le lavage des mains, le respect des mesures barrières contre la COVID-19, la propreté de l'environnement, ainsi que la dénonciation des cas de mariages précoces, les droits et devoirs des enfants, le droit à un certificat de naissance et l'importance de l'éducation. Grâce au projet financé par Irish Aid, 400 radios et 400 clés USB ont été dis-

tribuées à 400 élèves (206F, 194G) du niveau primaire pour soutenir l'apprentissage à distance dans le contexte de la COVID-19. L'implication de la radio dans le processus d'enseignement a permis aux élèves d'écouter les leçons enseignées ainsi que des messages de sensibilisation sur la COVID-19. Dans le même ordre d'idées, le projet UNHCR a distribué un total de **1200 kits scolaires composés des sacs d'école, des cahiers, des manuels de mathématiques et d'une copie papier des leçons**, d'un poste radio et de clés USB afin de garantir l'accès à l'éducation aux enfants les plus vulnérables des communautés de Minawao.



Dans la région de l'Est, un total de **6 710 personnes (3 630 filles, 1 580 garçons, 1 050 femmes et 450 hommes)** ont été touchées lors de la sensibilisation des enfants, des parents et des leaders communautaires sur le droit des filles à l'éducation, avec l'appui technique de la délégation régionale du MINPROFF, au moyen des réunions communautaires et des causeries éducatives, dans 20 communautés de parrainage et en utilisant certains modèles locaux. Dans le même ordre d'idées, la sensibilisation des autorités chargées de l'éducation et des principales parties prenantes sur les problèmes rencontrés dans l'éducation des enfants Baka a été réalisée, par l'organisation des réunions de plaidoyer et de recherche des solutions impliquant un total de **2 400 leaders Baka, des autorités chargées de l'éducation et d'autres parties prenantes clés (250 hommes ; 700 femmes ; 200 filles ; 100 garçons)**.

Au total, 12 enfants vivant avec un handicap ont été identifiés dans le cadre du projet BMZ et, en fonction de leurs besoins spécifiques, certains ont été orientés vers d'autres partenaires, et une base de données de leurs besoins a été créée pour une exploitation future.

Au total, 207 leaders religieux, traditionnels et communautaires (150 femmes et 57 hommes) ont été sensibilisés sur la discrimination sexuelle et l'importance de l'éducation des filles, dans le cadre des réunions communautaires organisées avec le soutien des délégations régionales du MINEDUB et du MINPROFF et des autorités administratives locales.

Afin d'encourager et de motiver les enfants à fréquenter l'école et à y rester, 15 séances d'éducation parentale, 11 groupes de discussion et 25 séances de sensibilisation porte à porte ont été organisées, touchant au total **1 136 personnes (557 réfugiés (99 garçons, 109 filles, 115 hommes et 234 femmes) et 579 hôtes (33 garçons, 156 filles, 148 hommes et 242 femmes))**. Des activités telles que la caravane mobile, des activités sportives et des séances de questions-réponses sont en cours.

Les capacités de 9 comités de gestion scolaire ont été renforcées, atteignant 96 membres (9 réfugiés (5 hommes, 2 femmes, 1 fille, 1

garçon) et 86 hôtes (72 hommes, 12 femmes, 2 filles)). Des sessions de coaching ont été organisées avec 17 enfants des gouvernements d'enfants et des registres ont été remis à 4 d'entre eux dont les registres étaient manquants. Les registres les aident dans la planification et le rapportage de leurs activités. **Au total, 145 enfants (47 réfugiés (26 garçons et 21 filles) et 98 hôtes (60 garçons et 38 filles) ont été touchés par ces sessions.** 12 sessions d'activités récréatives ont été organisées dans les écoles cibles par les gouvernements d'enfants, les élèves participant à des activités telles que le chant, la danse, le dessin, les compétitions de course, le scrabble, les cordes à sauter et

autres. Au total, 1 324 enfants (943 réfugiés (413 garçons, 349 filles, 110 hommes, 71 femmes) et 381 personnes (193 garçons, 187 filles, 1 homme) ont participé à ces activités.

Plan International Cameroon a organisé une session d'influence à Batouri, réunissant les principales parties prenantes, y compris les délégations régionales du MINEDUB, du MINAS et du MINEFOP respectivement, le UNHCR, ASAD, CIEAP-J, les maires et les sous-préfets. Les participants des municipalités ont été encouragés à inclure une ligne budgétaire pour la gestion des parents d'élèves dans leur budget annuel. Grâce à la réunion, les maires de Salapoumbe, de Yokadouma et

de Garigombo respectivement, se sont engagés à inclure cette ligne dans leurs budgets annuels et à continuer avec ceux que Plan International utilise actuellement dans les écoles. Les autres maires qui ont souscrit à l'idée ont promis de soutenir les activités d'éducation dans leurs municipalités.

Au total, **19 séances de sensibilisation et d'éducation parentale** visant à permettre aux enfants de rester à l'école ont été organisées dans les écoles des communautés cibles, en présence des enfants et des parents. Les thèmes abordés avec les enfants comprenaient l'importance de l'éducation, les conséquences des mariages précoces, tandis que les parents

ont examiné les responsabilités parentales et les conséquences de la déscolarisation des enfants au profit du travail dans les sites miniers. **Au total, 906 participants (529 réfugiés (202 garçons, 101 filles, 122 femmes, 104 hommes) et 377 hôtes (151 garçons, 116 filles, 54 hommes, 56 femmes)) ont été touchés par ces sessions.**

Des kits scolaires ont été distribués à un total de 134 enfants et jeunes (56 filles du secondaire ayant obtenu de meilleurs résultats dans les matières scientifiques, et 78 meilleurs élèves du primaire) à Batouri. En outre, 56 kits de dignité ont été fournis à 56 lycéennes qui suivent des études scientifiques à Batouri.

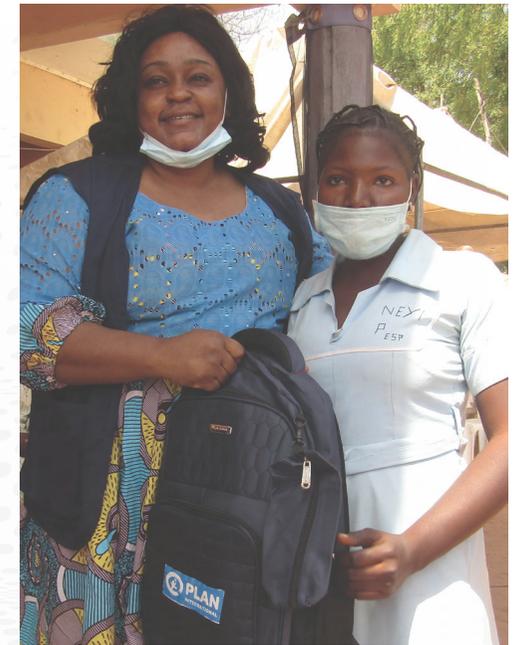




Dans la région du Nord, 100 meilleures élèves filles, de 13 écoles dans 6 municipalités cibles, ont reçu des kits scolaires (comprenant un total de 100 sacs d'école, 86 livres, 500 cahiers, 100 boîtes académiques, 700 stylos bleus, 300 stylos rouges et 300 crayons) pour célébrer leur excellence académique et le choix des filles pour les séries scientifiques et techniques (STEM) afin de les motiver à poursuivre la lutte contre les stéréotypes et les normes culturelles négatives qui freinent l'intérêt des filles pour les STEM. Les filles bénéficiaires ont été sélectionnées dans des écoles secondaires générales et techniques de 06 arrondissements (Barndake, Bascheo, Dembo, Touroua, Gaschiga, Pitoa). La cérémonie de lancement de l'activité a eu lieu à Touroua, en présence des autorités administratives, traditionnelles et religieuses. Dans la plupart des localités, les directeurs des écoles secondaires publiques, les membres des bureaux des APEE, les enseignants et les élèves ont été impliqués.

Sessions de sensibilisation dans la région du Nord : Les objectifs étaient de : Promouvoir et améliorer les performances des élèves et l'achève-

ment des cycles secondaires pour les filles dans les filières scientifiques ; Encourager plus de filles à choisir volontairement les séries scientifiques et techniques dès le cycle du primaire ainsi qu'au secondaire ; Sensibiliser les membres de la communauté éducative des écoles cibles à la lutte contre la VBG et le mariage précoce empiétant sur les droits des filles à l'éducation et ; Les sensibiliser sur la façon de prévenir la propagation de la pandémie Covid-19 dans les écoles. Les sessions de sensibilisation, qui ont duré du 10 février au 20 mars 2021, ont été suivies par des inspecteurs de l'éducation, des responsables des établissements secondaires publics, des membres des APEE, des représentants des maires et des sous-préfets. Les événements ont été organisés en partenariat avec la délégation régionale des Enseignements Secondaires sous le thème de l'année scolaire 2020 - **"Assurer une offre éducative de qualité, inclusive et équitable pour une année scolaire résiliente a COVID-19."** Un total de 114 enseignants et autorités locales (06 femmes, 108 hommes) ont été sensibilisés à Touroua, Bascheo, Dembo et Gaschiga afin de permettre à la communauté éducative de ces



régions de lutter contre les disparités existantes entre les garçons et les filles dans le domaine des STEM, en adaptant leurs pratiques et en acquérant des compétences leur permettant de fournir l'aide nécessaire aux filles, de sorte qu'un nombre croissant d'entre elles bénéficient du soutien dont elles ont besoin pour s'engager dans les séries scientifiques et techniques.

374 chefs d'établissements et directeurs d'écoles maternelles, primaires et secondaires (54 femmes, 320 hommes) sélectionnés de 318 écoles des communautés de parrainage, ont reçu une formation sur

les questions liées à la pédagogie contextuelle afin qu'ils puissent alterner l'enseignement à distance et en présentiel. La gouvernance des écoles, les violences basées sur le genre en milieu scolaire et la protection des enfants et des jeunes sont des éléments qui ont été inclus dans la formation. Dans l'ensemble, les connaissances des participants ont été mises à jour en ce qui concerne les mesures de protection en général, la pertinence de la vaccination ainsi que les mesures à prendre en cas de COVID-19 dans leur environnement scolaire.

Enfin, les participants ont reçu des outils pour la bonne gouvernance en milieu scolaire dans le contexte de COVID-19 pour une plus grande responsabilisation dans l'atteinte des objectifs de transparence, d'efficacité, d'efficacités et de réactivité. Grâce à ces interventions, les représentants des 318 écoles maternelles, primaires et secondaires qui ont participé à la formation sont désormais équipés pour plus de sûreté dans les établissements scolaires et pour d'offrir des services éducatifs inclusifs et de qualité à leurs élèves. Les enseignants devront répercuter la formation aux

autres enseignants et organiser des séances de sensibilisation dans leurs écoles respectives, en adaptant leurs approches pédagogiques au contexte COVID-19. En particulier, les classes surchargées ont été divisées pour respecter les mesures barrières et les enseignants ont adapté leurs méthodes d'enseignement en conséquence.

Dans le but d'assurer une offre éducative de qualité, inclusive et équitable pour une année scolaire résiliente à COVID-19, des sorties de sensibilisation ont été organisées dans 50 écoles primaires publiques dans 05 communes cibles (Barndake, Bascheo, Dembo, Touroua, et Gaschiga) au cours desquelles, les élèves ont été encouragés à fréquenter l'école régulièrement et à être ponctuels. Plan International Cameroon est allé plus loin en allégeant les coûts liés à l'éducation, des parents infectés ou affectés par la pandémie COVID-19 en amortissant les frais d'APEE pour 2 424 élèves (916F, 1 508G en classe de CMII) pour leur permettre d'accéder à l'éducation primaire et de rester à l'école.

132 membres du conseil d'administration de l'APEE (06 femmes, 126 hommes) ont également été sensibilisés afin qu'ils soutiennent à leur tour les filles dans le choix des STEM dès le niveau du primaire. Dans le même ordre d'idées : 491 élèves (151F, 340G) inscrits aux examens de certification ont reçu un soutien pédagogique sous la supervision de 10 enseignants dans 20 écoles dans des matières telles que le français, l'anglais, les mathématiques, les connaissances générales, l'éducation physique et sportive, les TIC, les sciences, les sciences de l'observation, les sciences de l'environnement et l'éducation à la santé. Les résultats en termes de taux de réussite aux examens publics seront déterminés lorsque la collecte de données en cours au niveau des écoles cibles sera terminée. **Les 20 écoles primaires sélectionnées ont bénéficié de 40 seaux équipés de robinets ; 40 paquets de 50 masques de protection ; 40 cartons de savon de 400g ; 25 200 photocopies des épreuves des examens précédents distribuées à 491 élèves (151F, 340G), qui ont également bénéficié de 200 séances de tutorat spécialement organisées par les enseignants.**



Concernant la distribution de kits scolaires aux élèves de l'école primaire, une double approche a été préconisée : la sensibilisation des enseignants sur la nécessité d'assurer une éducation de qualité, inclusive et équitable pour une année scolaire résiliente à COVID-19 et la réduction des dépenses liées à l'éducation, avec la remise de kits scolaires aux élèves de l'école primaire engagée entre le 26 janvier et le 26 février 2021.

Au total, 430 élèves (258 F, 172G) ont bénéficié de kits scolaires (composés de cahiers de 200 pages, de stylos et de crayons) dans 64 écoles primaires et 170 élèves (102F, 68G) ont reçu un appui pour le paiement de la scolarité dans 10 établissements secondaires, respectivement dans les arrondissements de Lagdo et Tcheboa. D'autre part, un total de 159 dispositifs de lavage des mains a été distribué dans 121 écoles primaires et secondaires et dans 24 centres de santé, ce qui a été bénéfique à 69 040 clients (29 963 filles, 37 757 garçons, 277 enseignants du secondaire, 1 043 enseignants du primaire) qui sont désormais mieux préparés et équipés pour lutter contre la

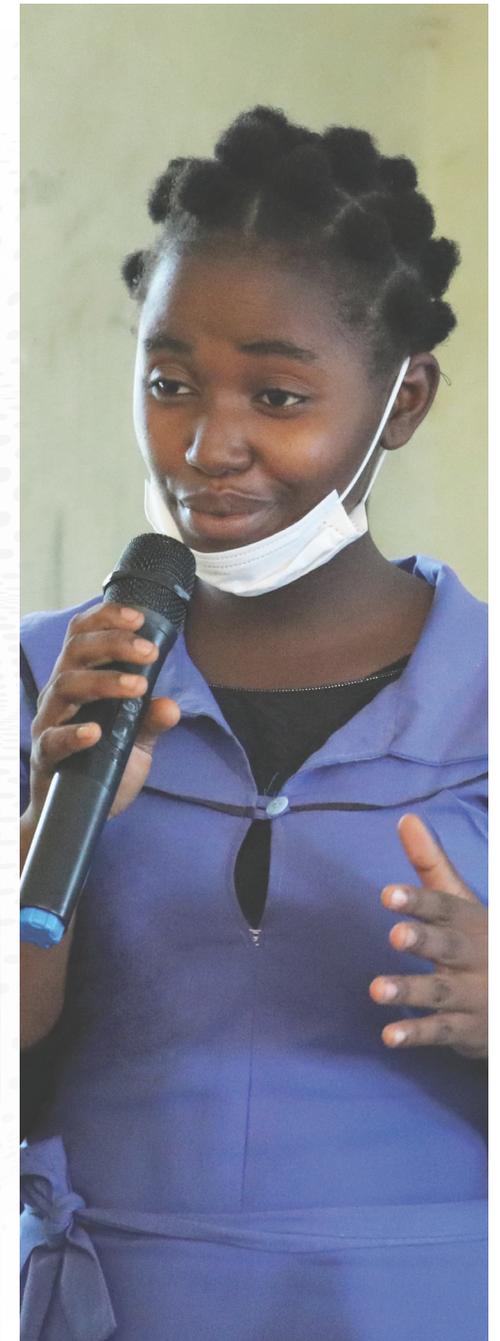
pandémie COVID-19 dans les communes de Ngong et Lagdo respectivement.

Pour garantir l'adaptabilité et l'appropriation de ces interventions, les responsables des services éducatifs des communautés cibles ont été impliqués dans toutes les étapes préparatoires et de mise en œuvre, y compris pour l'élaboration des critères de sélection des bénéficiaires, ainsi que l'identification et la sélection proprement dites. Les séances de sensibilisation ont porté sur un certain nombre de questions pertinentes, notamment les châtiments corporels, l'hygiène et l'assainissement au sein des



communautés, et les considérations de genre et d'inclusion dans les écoles et les hôpitaux.

Les connaissances des membres de la communauté sur l'égalité de genre, la participation des jeunes, l'éducation des filles, les responsabilités parentales au sein des communautés cibles ont été améliorées grâce à diverses sessions de sensibilisation menées par les partenaires de mise en œuvre dans les communes de Ngong et de Lagdo respectivement. **Un total de 7 921 clients (3 743 femmes et 4 178 hommes) a été atteint. Ce nombre inclut 252 membres de la communauté vivant avec un handicap (106 F, 146 H).**



COMPÉTENCES ET OPPORTUNITÉS POUR L'EMPLOI DES JEUNES ET L'ENTREPRENEURIAT- SOYEE



Les interventions de Plan International Cameroon ont été orientées vers l'amélioration des revenus et des conditions de vie des personnes ciblées. Cela se fait par l'amélioration de l'employabilité, la facilitation de l'accès aux facteurs de production et au capital de base nécessaires pour lancer des initiatives d'auto-emploi, la fourniture d'une assistance technique, le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires. Les interventions tout au long de l'année fiscale, ont été menées dans de nombreux secteurs, notamment la production agricole, l'élevage et la formation professionnelle. Plan International Cameroon a collaboré étroitement avec les sectoriels gouvernementaux en charge du secteur agricole (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural), du secteur de l'élevage (Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales) et du secteur de la formation professionnelle (Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle), dont l'implication dans le suivi du respect des normes définies par l'État du Cameroun, a largement contribué à l'amélioration qualitative de la mise en œuvre des différentes activités planifiées à différents niveaux.

Dans le secteur agricole, 405 personnes ont été soutenues par Plan International Cameroon. Cumulativement, elles ont assuré l'exploitation de **269 ha de terres agricoles** pour la production de sorgho, des céréales constituant la base de l'alimentation locale. Les cultures sont encore en cours de développement et la récolte aura lieu en octobre 2021. Plus tôt dans l'année, Plan International Cameroon a apporté son soutien aux bénéficiaires des mêmes zones pour produire **160 tonnes de sorgho, dont 22 tonnes** ont été vendues, donnant ainsi un avant-

goût des récoltes de la prochaine saison. En plus de la culture du sorgho cette année, les bénéficiaires ont été soutenus pour créer des jardins familiaux afin de cultiver des légumes principalement pour l'autoconsommation.

Dans le secteur de l'élevage, les capacités de production de 35 bénéficiaires (dont 20 femmes) ont été renforcées et un appui leur a été fourni tout au long de l'année pour l'élevage des chèvres, des lapins et d'oiseaux. Chacun de ces bénéficiaires a reçu 03 chèvres, 03 oiseaux et 01 lapin à placer dans

un système agricole intégré dans lequel, les animaux se nourrissent de débris végétaux et produisent du fumier qui est utilisé pour fertiliser les champs, améliorant ainsi la productivité, les rendements et la rentabilité des exploitations.

Dans le secteur de la formation professionnelle, un soutien a été apporté à la formation de **499 personnes (dont 362 femmes)** dans différents métiers tels que la coiffure, la menuiserie, l'informatique, la décoration, l'électronique, la verrerie, la coiffure, la mécanique et la couture. Chaque stagiaire a également reçu l'appui nécessaire pour s'installer à son compte et rentabiliser son activité. La surveillance et le suivi sont en cours et permettront à Plan International Cameroun d'évaluer la résilience de chacun des bénéficiaires, et de faire des comparaisons avec les gains des résultats des investissements de l'année dernière, d'autant plus que **70 des 109 travailleurs indépendants** mis en place sont toujours actifs et vivent essentiellement des services qu'ils fournissent dans leurs différents métiers. Certains d'entre eux, les couturières essentiellement, ont fait de COVID-19 une opportunité économique avec des ventes record de 18 009 masques.

Par ailleurs, les personnes déplacées internes, les réfugiés et les communautés d'accueil, en particulier les jeunes de 15 à 24 ans, ont été les principaux bénéficiaires des interventions. Les interventions ont été confrontées à de nombreux défis, notamment les problèmes de sécurité, la faible disponibilité des terres agricoles, la faible maîtrise du climat dans la région de l'Extrême-Nord, l'insuffisance des ressources financières, la pandémie COVID-19 et les niveaux élevés de pauvreté au sein des communautés ciblées.



Dans la région Est, **un total de 90 groupes VSL** ont été créés et formés sur l'alphabet financier et la conception des projets. 72 de ces groupes ont été légalisés et 38 d'entre eux ont commencé la deuxième phase d'épargne en janvier 2021 et ont mobilisé un total de 30 millions de francs CFA. Cet argent a été utilisé par les membres pour divers usages, notamment des prêts pour les frais de scolarité de leurs enfants, le paiement des factures médicales et des prêts pour la création d'entreprises. **1 044 membres (888 Camerounais (217 hommes, 551 femmes, 29 garçons, 91 filles), 485 réfugiés (40 hommes, 362 femmes, 27 garçons, 56 filles).**

De même, **300 chefs de familles (240 femmes, 60 hommes)** ont été formés par les experts du MINADER sur les itinéraires techniques de production maraîchère, les techniques de culture durable, les organisations paysannes et le travail en groupe, l'alphabétisation financière. Les groupes ont bénéficié du matériel de travail, d'engrais organiques et de semences. **200 bénéficiaires ont été structurés en 20 groupes de 10 membres** chacun pour la pratique du maraîchage sur une superficie totale de 2,5 ha. Une autre centaine de chefs de familles ont été impliqués dans la mise en œuvre de 11 fermes-écoles créées dans les communautés cibles et qui sont également utilisées pour la formation des membres de VSL sur l'élevage de poulets de chairs et le maraîchage.



La formation les a aidés à acquérir des connaissances pour des activités génératrices de revenus. Les participants à la formation ont reçu des kits de démarrage de leur entreprise.

Par ailleurs, **100 apprenants ont été placés dans 30 centres de formation professionnelle dans 7 arrondissements (Doume, Batouri, Salapoumbe, Kette, Ndelele, Garigombo, Yokadouma) aux côtés de 334 bénéficiaires qui ont reçu des kits d'insertion socioprofessionnelle dans les mêmes localités.**

Dans les régions NWSW, 358 ado-

lescents âgés de 15 à 17 ans et jeunes âgés de 18 à 24 ans (260 filles, 98 garçons), sélectionnés en collaboration avec les comités de protection de l'enfance et les points focaux communautaires, ont été formés dans des centres de formation professionnelle et ont reçu individuellement des kits de démarrage en utilisant une stratégie CVA pour s'établir. L'activité a permis aux adolescents et aux jeunes d'acquérir des compétences dans des métiers spécifiques à différents niveaux dans tous les domaines de la vie. Elle a joué un rôle essentiel dans l'amélioration de leur bien-être et de leurs communautés respectives. La formation profession-

nelle a permis d'augmenter considérablement la productivité et de rendre les jeunes autonomes en stimulant l'esprit d'entreprise. Ils connaissent désormais leurs droits (le droit d'apprendre et de progresser, le droit d'être protégés, le droit au développement) lorsqu'il s'agit d'être résilient, de préserver et de garantir leur dignité. Cela les a aidés à redécouvrir leur vie et à espérer en l'avenir après tout ce qu'ils ont vécu, d'autant plus que certains d'entre eux ont perdu leurs moyens de subsistance et leur famille au cours du conflit.

Ils ont été formés sur comment mieux gérer le stress dans les

moments difficiles et se protéger de toutes sortes de préjudices et de mauvaises pratiques qui pourraient nuire à leur vie et à leur avenir, comme les mariages précoces, les conflits armés et la mendicité dans la rue. Ils ont été dotés de compétences leur permettant de faire des choix de vie sains et autonomisant, notamment en ce qui concerne les formations qualifiantes et les filières économiques vers lesquelles s'engager.

Des sessions de formation ont été organisées pour les adolescents sur la protection de l'enfance, les violences sexuelles et sexistes, ce qui les a aidés à prendre conscience de leurs droits sexuels, de leur droit d'être informés et de signaler les cas de violence aux instances appropriées. Les communautés cibles ont été impliquées dans le feedback sur le processus de formation professionnelle ainsi que pendant le processus d'échange de coupons afin de garantir la qualité et la transparence.



Les interventions de Plan International Cameroon dans la région de l'Extrême-Nord ont amélioré de manière significative les conditions de vie des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil au cours de l'année fiscale 21. Toutes les actions menées à travers les différents projets ont largement contribué à l'autonomisation des bénéficiaires cibles en commençant par **20 jeunes (10 filles)** identifiés et ayant reçu un soutien financier à travers une approche "Cash for Work", afin de réaliser une cartographie dans les secteurs

clés (éducation, santé, opportunités économiques, moyens de subsistance) pour les jeunes et la participation des jeunes au cours de laquelle, **71 infrastructures, 41 leaders de groupes/associations et 10 leaders d'ONG ont été interviewés.** Cette enquête a permis d'explorer les situations réelles en termes d'emplois formels et informels, d'éducation inclusive (garçons, filles, personnes vivant avec un handicap) et de plaider afin de mieux répondre aux problèmes qui se posent. La qualité des données collectées sur le terrain a été évaluée à 95% et

les commentaires des jeunes participants ont révélé que l'exercice était gratifiant car il leur a permis de mieux comprendre les besoins de leurs communautés.

109 diplômés (65 filles) installés pendant dans l'année fiscale 20, ont été suivis de près afin de réduire le taux d'abandon post-installation observé durant les années précédentes. Ce suivi, a permis de faciliter l'identification des difficultés rencontrées par ces jeunes et de proposer des solutions pour y remédier. **Sur les 109 lauréats installés, 70** sont aujourd'hui

autonomes et capables de se débrouiller seuls. Certains de ces jeunes, comme **"Mamoudou" de Wafango Zamay et "Zara Bitrus"** du camp de Minawao sont devenus des formateurs des jeunes respectivement en mécanique moto et en couture. La pandémie COVID-19 a été une opportunité pour certains diplômés qui ont vu leurs revenus s'améliorer grâce à la vente des masques faciaux qu'ils ont produits. C'est le cas des couturières du camp de Minawao qui ont vendu plus de 18 009 masques faciaux. D'autre part, un total de 141 lauréats (102 filles) ont suivi

avec succès une formation théorique et pratique dans les domaines de la mécanique motos, de la couture et de la menuiserie. Les lauréats ont reçu, en plus des certificats délivrés par le MINEFOP, des kits de démarrage d'activités génératrices de revenus pour leur permettre de devenir autonomes. Les lauréats bénéficient également d'un suivi rapproché afin de garantir la réussite de leur insertion socioprofessionnelle. Actuellement, les 07 mécaniciens de la communauté de Gawar sont autonomes.

51 jeunes (30 filles) ont été identifiés, sélectionnés en collaboration avec les membres de leurs communautés et les Délégations sectorielles (MINEFOP, MINPROFF, MINAS) et placés dans des centres de formation pour apprendre divers métiers en vue de leur insertion socioprofessionnelle. Les formations se sont déroulées sous la supervision pédagogique du MINEFOP, MINAS, MINJEC et MINPROFF, permettant une meilleure couverture du curriculum approuvé. D'autres activités de subsistance ont été mises en œuvre dans le camp de réfugiés de Minawao, le camp de réfugiés de Yeme, et les communautés d'accueil dans les départements du Mayo Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari respectivement, avec un financement obtenu du HCR. Les domaines couverts étaient l'agriculture, l'élevage et l'entrepreneuriat.

Dans le domaine de l'agriculture, un plaidoyer a été mené au niveau des autorités traditionnelles, des autochtones et des propriétaires de terres arables afin que ces terres puissent être exploitées par les réfugiés. Ainsi, **269 hectares de terres ont été mis à la disposition de 405 bénéficiaires (317 femmes, 193 hommes)**. Ces parcelles leur ont été attribuées afin d'assurer leur sécurité alimentaire d'une part et d'assurer leur autonomisation d'autre part. Pour

renforcer les capacités de production des agriculteurs, ceux-ci ont reçu des formations sur les itinéraires techniques de production afin qu'ils puissent améliorer leurs rendements. En outre, chacun d'entre eux a reçu des intrants (100 kg d'engrais chimiques, 100g de pesticides, 16kg de semences), et du matériel agricole (houes, pulvérisateurs)). Un suivi de l'application des techniques de production et des démonstrations pratiques sur les opérations culturales ont été

régulièrement effectués par le MINADER pour garantir également la qualité de la production. Les cultures sont actuellement en cours de développement et la récolte débutera en octobre 2021.

Pendant la précédente récolte d'octobre 2020, **1 326 sacs de sorgho de 120 kg chacun** ont été obtenus. 184 sacs de cette production ont été stockés dans le magasin du projet pendant 07 mois par **220 bénéficiaires (128 femmes, 92 hommes)** de Minawao et ses environs. Ce stockage leur a permis de vendre à un bon prix (en juillet 2021) afin de faire face aux besoins de leur ménage (santé, éducation, nutrition, etc.). Dans le domaine de l'élevage, **35 anciens bénéficiaires de Minawao** ont reçu des chèvres, des lapins et des poulets pour assurer leur sécurité alimentaire. **103 poulets, 90 chèvres et 25 lapins** leur ont été distribués pour leur permettre d'augmenter leurs troupeaux.





Dans la région Nord, au sein de 05 communautés cibles (Dolla, Djallou, Ndjola, Tongo, Tcharatché), 10 groupes bénéficiaires ont été mis en place afin de renforcer la cohésion sociale entre les membres, maximiser la production et les légaliser en coopératives. 02 des groupes sont en cours de légalisation. Chaque groupe est composé de 20 membres (10 femmes, 10 hommes), soit un total de 200 membres directement impliqués dans le développement du jardinage familial qui a non seulement réduit de manière significative le taux de malnutrition au sein des dites communautés (le nombre d'enfants

MAM (Moderate Acute Malnutrition) entrants diminue tandis que le nombre d'enfants sortants (guéris) augmente), mais surtout, a permis aux populations de retrouver une dignité dans leur reconstruction, comme en témoignent l'amélioration des pratiques agricoles grâce à un appui technique approprié ; la maîtrise des itinéraires techniques et du calendrier agricole ; l'optimisation des rendements par la fourniture de semences améliorées et d'intrants agricoles ; la diversification de l'alimentation des ménages et ; l'appui des groupements à la constitution des coopératives. Sur la base d'études antérieures indiquant un bénéfice net de 803 400 XAF

pour 2,5 ha de terres cultivées, un total de 4 ha (1 ha à Dolla, 1 ha à Djallou, 0,5 ha à Ndjola, 0,5 ha à Tongo et 1 ha à Tcharatché) a été cultivé au cours de l'année fiscale 21. Des intrants agricoles et un appui matériel consistant en 6 sachets de poivron (50g), 10 sachets d'oignon (500g), 8 sachets de pastèque (100g), 10 sachets de piment (100g), 10 sachets de morelle (20g), 10 sachets de moringa (20g), 2 sacs de semences améliorées de maïs (10kg), ainsi que 40 sacs d'engrais (50kg), et 40 rouleaux de grillage pour sécuriser les parcelles (1m20 chacun) ont été mis à la disposition des groupes bénéficiaires

en juin 2021. La période de récolte est prévue pour le début du mois d'octobre 2021.

Au cours de l'année fiscale 21, une décision a été prise à l'échelle du pays pour suspendre les partenariats avec des ONG locales dans la mise en œuvre des activités VSL, ce qui a conduit à la nécessité d'examiner, de réorienter et de développer une nouvelle stratégie pour la mise en œuvre des activités VSL dans tous les PIIA afin d'évoluer vers l'entrepreneuriat. 12 membres du personnel (01 femme, 11 hommes) de trois PIIA se sont réunis pendant 2 jours à Ngaoundéré, pour recadrer



la stratégie de mise en œuvre des programmes VSLA, à l'issue desquels il a été convenu que : les groupes VSL existants identifiés comme dynamiques seront renforcés à partir de l'année fiscale 22, afin qu'ils accompagnent et encadrent les nouveaux groupes en cours de création. Le VSL devient alors un point d'entrée par lequel les questions transversales (transformation du genre, protection des enfants et des jeunes, VBG et autres) seront intégrées.

En juin 2021, 02 sessions de coaching et d'accompagnement ont été organisées avec les apprenants des instituts et centres de formation sélectionnés dans les arrondissements de Tchéboa et Lagdo en collaboration avec le MINEFOP, au cours desquelles **79 jeunes apprenants (39 à Ngong, 40 à Lagdo)**, ont été

coachés et accompagnés sur des thèmes de développement personnel qui leur permettront de relever les défis de l'insertion professionnelle et de l'employabilité en étant renseignés sur les services d'emploi et de formation professionnelle existants. Grâce à ces sessions, les apprenants connaissent désormais les offres et services existants (délégations régionales concernées, projets, partenaires au développement, bailleurs de fonds, etc.) dédiés à l'emploi et à l'insertion professionnelle et les personnes (points focaux, délégués départementaux et régionaux, etc.) à qui ils peuvent s'adresser en cas de besoin ; ils ont également été entretenus sur comment identifier et trouver des alternatives aux défis de l'insertion professionnelle et de l'employabilité auxquels ils sont confrontés.

Tout au long de l'année, **26 communautés cibles** ont été mobilisées, au sein desquelles 320 groupes bénéficiaires ont été créés, avec **un total de 2 184 membres (229 hommes, 1 955 femmes)** formés à des méthodes agricoles améliorées, aidés pour créer 372 fermes de pâturage (chacune mesurant au moins 0,5 ha) et dotés de petits ruminants (chèvres, moutons), dont 290 espèces de chèvres laitières pour la traite. Cela a permis à **3 430 femmes, hommes et jeunes (filles et garçons)** de générer davantage de revenus à partir d'activités agricoles et, surtout, de donner aux filles non scolarisées et aux jeunes mères l'énergie dont elles ont besoin pour sortir de leur vulnérabilité économique, de même que le soutien nécessaire pour trouver des emplois indépendants décents.



DIRIGER



Kimberly, un jour Ministre des Postes et des Télécommunications : Girls Takeover FY2021

Dans la région de l'Extrême-Nord, 22 jeunes (9F, 13H) ont été formés sur la participation et l'implication des jeunes dans les processus décisionnels. La formation à laquelle ont également pris part 08 membres des services déconcentrés de l'Etat, 02 Lamibés de la commune de Mokolo, 01 leader du conseil national de la jeunesse du Cameroun et 03 anciens membres de la communauté, a abordé des thèmes tels que : la communication pour le changement de comportement, le dialogue intergénérationnel, la médiation communautaire et le dynamisme et la proactivité des jeunes.

Un nombre varié de formations a été organisé

au cours de l'année pendant lesquelles, **56 jeunes** (23F, dont 2 jeunes vivant avec un handicap physique), ont été formés sur l'engagement et la participation dans le processus de prise de décision ; **196 jeunes (117F, 79H)** issus de 05 communautés (MOSKOTA, MOZOGO, TOUROU, MOKOLO, ZAMAI) du département du Mayo-Tsanaga, ont reçu une formation en organisation de groupe ; 64 jeunes (29F, 35H) dont 3 jeunes (1F, 2H) vivant avec un handicap physique, issus de différents groupes de la communauté de Mendeze, ont bénéficié d'une formation en plaidoyer. En outre, **30 jeunes (11F, 19H) âgés de 15 à 24 ans** et issus de différents groupes et associations ont été réunis dans la commune de Mokolo afin de répliquer

les formations susmentionnées et ainsi, faciliter la transmission en cascade à leurs pairs.

7 140 jeunes (3 019F, 4121M), ont été touchés par 3 990 interventions éducatives menées par des ambassadeurs de la paix et des jeunes animateurs des groupes, grâce à la diffusion de messages clés sur la radio communautaire "Echo Des Montagnes". Cette action s'est accompagnée de l'équipement des clubs d'écoute radio en cartes mémoires (contenant une série de musiques mixées avec 63 spots sur la paix, la tolérance et le vivre ensemble), en mégaphones et en postes radio.

30 leaders communautaires (12 filles, 18 garçons) ont bénéficié d'un renforcement

de capacités pour le soutien psychosocial aux jeunes affectés par la crise sécuritaire, notamment dans les techniques de visites à domicile, d'écoute active, de référencement et de suivi des jeunes vulnérables. Parallèlement, **1 116 jeunes issus de 04 communautés (GADALA, GOROI SIRAK, GAWAR, MOKOLO)** du département du Mayo-Tsanga, sont capables d'identifier les discours de haine et de promouvoir une culture de tolérance grâce à 648 causeries éducatives menées par des animateurs communautaires au cours de l'année.

02 plateformes communautaires de gestion des conflits et de consolidation de la paix (chaque plateforme comptant 15 jeunes (10F, 05F)) ont été appuyées par des réunions de



Plan International Cameroon et le ministère des Postes et Télécommunications cèdent la place aux jeunes filles au cours d'un "Girls Takeover"



renforcement des capacités et la distribution du matériel de bureau (chaises, tableau portable, paquet de stylos, rame de papier).

Au cours de l'année, un total de 9 sessions de compétences de vie ont été organisées avec un accent sur la protection/sécurité, la lutte contre les VBG, les généralités sur la COVID-19 et la prévention, les premiers secours essentiels dans les ateliers de mécanique et de couture, la cohésion sociale et la gestion des conflits, l'économie sociale, l'autonomisation des filles, la santé et les droits sexuels et reproductifs, WASH et l'entrepreneuriat rural.

Un total de 350 jeunes vulnérables (218F, 132H) ont été responsabilisés pour résister au recrutement

dans des groupes criminels et pour mener des activités génératrices de revenus afin de devenir économiquement autonomes grâce à des centres de formation professionnelle (CMPJ de ZAMAI, SAS de TOUROU, CMPJ de Moskota et CMPJ de Mozogo) dans le département du Mayo Tsanaga. Ils ont été équipés en matériels de formation en couture et matériel de bureau, pour améliorer la qualité de la formation professionnelle des personnes déplacées, des réfugiés, des ex-partenaires, des ex-otages et des bénéficiaires des communautés d'accueil. Ces matériels permettent aux centres de formation professionnelle de poursuivre le suivi des adolescents et des jeunes formés.

Dans la région du Nord, **3 459 membres de la communauté (1 900 femmes, 1 649 hommes)** de l'arrondissement de Tcheboa (Ngong), dont des parents, des hommes, des femmes et des autorités traditionnelles, ont été touchés par des réunions organisées par 6 agents de terrain de la FEPES (une ONG locale partenaire) en présence des leaders communautaires. Ces réunions ont permis de sensibiliser 25 leaders communautaires et **9 136 parents (4 390 femmes et 4 746 hommes)** sur l'importance de créer des groupes des jeunes **"champions du changement"** dans leurs communautés respectives. Un total de **60 groupes de jeunes (30 femmes, 30 hommes)** appelés **"Champions du changement (CdC)"** ont été créés au sein de 60 communautés à Tcheboa et de Lagdo en collaboration avec deux ONG locales (FEPES (24), UNOADD (36)) respectivement. Un exercice de contextualisation a été mené avec les partenaires gouvernementaux précédant le recrutement de **60 animateurs CdC (30 femmes, 30 hommes)**. Ils ont été formés aux modules du CdC pour qu'ils puissent ensuite les déployer au sein des groupes. Grâce aux groupes créés, les garçons travailleront séparément des filles et occasionnellement ensemble tout en recevant une formation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, la gestion, le genre et l'inclusion. Un changement de comportement sera ainsi déclenché chez eux et leur permettra de devenir des champions du changement qui, à leur tour, sensibiliseront et renforceront les capacités de leurs pairs au sein de leurs communautés respectives.

En octobre 2020, **22 filles (11 de Ngong, 11 de Lagdo)** ont été formées à l'aide d'outils adaptés

aux adolescents sur le leadership, la prise de parole en public, la confiance en soi et le plaidoyer, en collaboration avec la délégation régionale de la Jeunesse et de l'Éducation civique. Les résultats d'un pré-test et d'un post-test administrés aux participantes ont montré qu'elles sont aptes à se battre pour leurs droits, à défendre leurs besoins et sont capables de tenir leurs autorités locales responsables du respect de leurs promesses. Dans la même optique, en novembre 2020, **13 filles (7 de Ngong, 6 de Lagdo)** ont participé à une session de remise à niveau sur le leadership, la prise de parole en public, la confiance en soi et le plaidoyer, afin d'aiguiser leurs compétences pour mener des initiatives de plaidoyer efficaces ciblant les sessions de leurs conseils municipaux respectifs. Grâce à ces formations, elles ont excellé lorsque l'occasion leur a été donnée. Le 27 novembre 2020, 7 filles

de la commune de Ngong, grâce à leurs compétences nouvellement acquises, ont plaidé avec un succès remarquable devant leur conseil municipal pour obtenir une aide financière du conseil pour les activités de leadership des filles dans le cadre du projet Plan for Girls. **A la fin de la session, le conseil municipal, a voté un soutien d'environ 4,5 millions de francs CFA pour les activités liées au leadership des filles.** Un mois plus tard (15 novembre 2020), les sept filles formées de Lagdo ont également tenu une session de plaidoyer devant le conseil municipal de Lagdo avec le même objectif que celles de Ngong et à l'issue de laquelle, le conseil de Lagdo a voté un soutien de 2 millions de francs CFA.



SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS



Les influenceurs pour la promotion de la Santé et des Droits Sexuels et Reproductifs des filles.

Dans les régions du NWSW, 26 clubs d'adolescents fonctionnels ont été créés pour fournir des compétences de vie aux adolescents affectés par la crise. Au total, 4 451 membres (2 387 filles, 1 614 garçons, 265 femmes, 185 hommes) ont reçu une formation aux compétences de vie, notamment des informations sur la puberté et la santé menstruelle, qui leur ont permis de connaître leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, de gérer les émotions fortes et le stress, de savoir comment se protéger de la violence, en par-

ticulier des violences basées sur le genre. Ils ont été encouragés à faire des choix responsables et sains concernant les questions de santé reproductive, pour la prévention du VIH et des IST. Lors des sessions de feedback avec les adolescents, ceux-ci ont témoigné qu'ils savent désormais que leur corps leur appartient et qu'ils ont le droit de décider de ce qu'il advient de leur corps et quand. Ils sont par ailleurs en mesure de faire des choix éclairés et de prendre des décisions en connaissance de cause en matière de sexualité et de reproduction.

Certaines jeunes mères des clubs d'adolescents sont capables de réguler leur fertilité grâce aux sessions qu'elles ont eues avec le personnel médical sur les meilleures pratiques de contraception, notamment la compréhension et l'utilisation de leur cycle menstruel comme méthode de contraception naturelle. Elles sont confiantes quant au moment où elles veulent se marier et avec qui elles veulent se marier. Des kits de gestion de l'hygiène menstruelle ont été fournis à 1 799 filles et des kits d'hygiène à 1 052 garçons par le biais de la CVA. Les adolescents sont équipés pour assurer la dignité des filles et des mères adolescentes après avoir reçu une formation sur la gestion appropriée de l'hygiène menstruelle accompagnée de la distribution de serviettes hygiéniques jetables et réutilisables. Leurs réactions après la formation indiquent clairement qu'ils ont assisté à une diminution des infections, du stress et de la honte associés aux menstruations.

Dans la région de l'Extrême-Nord, 50 agents de santé communautaires (19 femmes (18-24 ans), 31 hommes (17 entre 18-24 ans et 14 plus de

25 ans), ont été formés sur la thématique de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs. Cette formation leur a permis d'être en mesure de faciliter les activités de sensibilisation et de référencement dans les communautés où le projet a été mis en œuvre. Des activités de sensibilisation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs ont été menées par des agents de santé communautaires dans 10 communautés parrainées, au moyen de causeries éducatives, de sensibilisations via la méthode du porte-à-porte et de conseils. Au total, 33 592 personnes (10 287 filles, 11 091 garçons, 5 565 femmes, 6 649 hommes) ont été touchées, permet-

tant aux adolescents et aux jeunes filles et garçons de décider de leur corps. 487 personnes ont accepté d'utiliser des méthodes contraceptives, 205 personnes ont été orientées vers des structures de santé, principalement des services de santé sexuelle et reproductive, 15 cas de viols ont été orientés vers une structure de santé. Grâce à des campagnes de sensibilisation sur la planification familiale et les droits des jeunes filles à accéder aux services de santé sexuelle et reproductive, les jeunes pères se sont engagés à accompagner dorénavant leurs épouses dans les centres de santé.



Au total, 200 kits de dignité (composés chacun de serviettes hygiéniques, de rouleaux de papier hygiénique, d'un pagne de 3 mètres, d'une chaussure en plastique, d'un peigne de dame, d'une brosse à dents, de dentifrice, de sous-vêtements, d'une serviette moyenne, de savons de 400g, de savons de toilette, d'un tapis de 2 places, d'une bouilloire en plastique de 1L, d'un petit miroir et d'un seau de 10L) ont été distribués aux jeunes filles et aux femmes qui ont accouché dans 12 structures de santé et assistées par du personnel qualifié dans 10 communautés de parrainage. Les kits de dignité ont permis aux femmes de commencer à effectuer des visites prénatales et surtout d'accoucher dans des centres de santé.

Il y a également eu une distribution de 07 kits de planification familiale à 07 centres de santé dans 10 communautés de parrainage. Ces kits contenaient : 03 paquets de Microgynon ED Fe (Levo 0.15mg, ethino 03mg) B/3, 06 cartons de préservatifs masculins, 01 carton de test de grossesse, 01 carton de Depo-provera/Sanaya Press, 01 seau de solution jaune de Bétadine, 01 rouleau de coton 500mg, 01 carton de Compresses (40x40) boîte 50, Seringues 10cc B/100, 01 bouteille d'alcool 95°, 01 bouteille de 0,35cl, 01 carton de gants stériles taille (7. 5), 01 rouleau de sparadrap, 04 flacons de Lidocaïne 2% adrénalinée, et 01 flacon d'eau stérilisée pour injection et eau de javel.



Au sein des communautés, 15.618 filles/femmes enceintes qui n'avaient pas commencé les consultations prénatales, ont été identifiées et référées aux structures sanitaires.

Dans la Région de l'Est, l'appropriation du projet par les parties prenantes a été réalisée à travers l'organisation d'une réunion de lancement du projet SDSR qui a abouti à une parfaite maîtrise des objectifs du projet, à la vulgarisation des étapes de la mise en œuvre du projet et à l'engagement des autorités locales de la part des parties prenantes (district de santé de Doume, membres des plateformes de participation, membres des communautés cibles, commune, MINJEC etc.), qui ont également participé activement à la conception du projet et à la finalisation du plan de mise en œuvre.

Les capacités de 22 personnels de santé (11 femmes, 11 hommes) ont été renforcées afin qu'ils puissent servir de formateurs communautaires sur les SDSR. Ils ont été équipés d'outils nécessaires au travers des modules relatifs au droit des jeunes à l'information sur les SDSR. Il y a également eu le développement d'une enquête de perception communautaire sur les droits des jeunes à la santé sexuelle et reproductive. Au total, 400 personnes (10-19 ans (220), 284

femmes, 308 avec une éducation secondaire, 272 célibataires, 4 divorcés, 4 veufs) y ont participé.

Un total de 26 sessions de sensibilisation ont été organisées pour 780 membres (546 femmes/filles, 234 hommes) des groupes VSL afin de les mobiliser pour rejoindre le projet SDSR. 10 sessions de causeries éducatives ont également été organisées avec des groupes de jeunes, ce qui a permis à un total de 300 bénéficiaires (189 filles, 21 femmes, 81 garçons et 09 hommes), de mieux comprendre les structures locales qui fournissent des services conviviaux en matière de santé et de droits sexuels et repro-

ductifs et comment ces services pourraient leur être utiles. Ils sont désormais en mesure de prendre des décisions éclairées en faveur de leur droit à la santé sexuelle et reproductif.

04 sessions conduites par les pairs éducateurs relatives à la formation de 04 groupes de jeunes composés de 120 membres (68 garçons, 16 hommes, 28 filles, 08 femmes) ont été organisées à l'issue desquelles les stagiaires sont devenus des champions du changement pour la promotion des droits des filles et des femmes au sein des communautés cibles.

Les systèmes et les services dans les centres de santé cibles ont été renforcés par le don du matériel nécessaire (300 Sayana Press, 200 implants NYXT, 500 réactifs pour la syphilis, 500 réactifs pour l'hépatite B, 500 réactifs pour l'hépatite C, 500 Chlamydia, 200 tests de grossesse, 500 préservatifs masculins et 10 boîtes à images de planification familiale de 49 pages chacune), à 06 districts de santé.



Ce matériel contribuera également à faciliter le dépistage de 330 filles et 170 garçons dans 10 communautés de parrainage. De même, lors des campagnes de dépistage communautaire organisées, impliquant 376 jeunes (325 filles, 51 garçons), des kits d'hygiène ont été remis à 325 filles âgées de 15 à 24 ans testées, leur permettant de se sentir dignes en ce qui concerne leur hygiène personnelle et menstruelle.

Dans la région Nord, la contextualisation des modules des Champions du Changement (CdC) a été réalisée en collaboration avec la Délégation Régionale de la Santé Publique dont les spécialistes ont non seulement participé activement, en apportant leur expertise dans la révision des composantes santé et SDRS des modules CdC, mais ont également participé à la conception des activités SDRS qui seront mises en œuvre durant l'année fiscale 22 dans le cadre du projet P4G.

Les femmes, et plus particulièrement les jeunes filles, sont désormais sensibilisées aux grossesses non désirées et à leurs conséquences négatives, ainsi qu'à l'importance de planifier les naissances afin de limiter l'impact négatif de la COVID-19 qui a entraîné de nombreuses restrictions, notamment l'enfermement et le chômage, avec pour conséquence une augmentation des grossesses non désirées, tant parmi la population jeune que parmi

les femmes vulnérables. Cette action a été menée parallèlement à la conception et à la diffusion de 15 programmes radiophoniques interactifs sur 03 radios locales en 4 langues locales sur les grossesses non désirées, la planification des naissances, la prévention, la protection et la sauvegarde dans un contexte marqué par la COVID-19 et la violence basée sur le genre. 155 jeunes (8 filles et 5 garçons de moins de 18 ans) et adultes (50 femmes, 92 hommes) ont participé aux différents programmes interactifs/questionnaires radio.

Un total de 1 107 jeunes filles (10-14 ans (287), 15-19 ans (437), 20-24 ans (383)) de différentes communautés ont été sensibilisées à la santé et droits sexuels et reproductifs. La sexualité était auparavant considérée comme un tabou dans les cercles familiaux ; ainsi, 282 parents (140 hommes, 142 femmes) ont été sensibilisés à l'importance de discuter de la sexualité avec leurs enfants pour leur permettre de mieux comprendre les différents changements morphologiques et physiologiques qui pourraient survenir dans leur vie, mais aussi de vivre leur sexualité librement et en toute sécurité. Certains parents sont plus disposés à le faire et à encourager leurs enfants à connaître leurs droits sexuels.



DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE



Dans la région de l'Extrême-Nord, les activités de Développement de la Petite Enfance (DPE) sont continuellement mises en œuvre dans les départements du Mayo Tsanaga, du Mayo Sava, du Logone et Chari. Pour commencer, **38 animateurs et chefs de centre (22 hommes, 16 femmes)**, tous les chefs de centre et animateurs du camp de Minawao ont été formés sur le soutien psychosocial, la politique de Plan International sur la sauvegarde des enfants et des jeunes et le développement participat-

if d'un code de conduite dans les écoles.

Au total, 04 dépistages actifs/exhaustifs de porte-à-porte de la malnutrition chez les filles et les garçons âgés de 6 à 59 mois ont été réalisés au niveau communautaire, ainsi que 08 dépistages passifs ou sur site de la malnutrition chez les filles et les garçons âgés de 6 à 59 mois sur les sites de distribution de super céréales plus.

Un nombre record de 64 289

visites à domicile a été effectué par les relais communautaires sous forme de visites ciblées afin de minimiser les contacts avec les bénéficiaires pendant la période COVID-19. Ces visites ont permis de sensibiliser **85 439 personnes (21 531 hommes, 63 908 femmes)** sur la COVID-19 et sur d'autres aspects de la nutrition mais aussi d'améliorer la pratique de l'YCF, l'allaitement maternel exclusif, la poursuite de l'allaitement après l'âge de 12 mois ; la fréquence minimale des repas et enfin la diversité minimale des repas.

En comparant les proportions au début et à la fin du projet, une nette amélioration de tous les indicateurs YCF a été observée : l'allaitement exclusif passant de 57% au début à 65% à la fin ; la poursuite de l'allaitement (60% début / 76% fin), la fréquence minimale des repas (**30% début / 56% fin**) et la **diversité minimale des repas (31% début / 57% fin)**. Cette amélioration peut être justifiée par la mise en pratique des conseils promulgués aux mères lors des différentes sensibilisations (groupe de soutien),

(démonstration culinaire, centre de déviance positive, et VAD) réalisées. **Au total 04 dépistages trimestriels** ont été planifiés et réalisés entre juillet 2020 et juin 2021, au cours desquels les taux du Global Acute Malnutrition (GAM) ont fluctué entre **4,85% et 3,34%** avec une nette diminution au 3ème et 4ème dépistage, signe de l'impact de l'appui nutritionnel (bouillie supercerale et enrichie 5 étoiles) et de l'action sensible à la nutrition pour les bénéficiaires dans toutes les communautés. Au total, 118 980 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés.



En appui aux activités de nutrition dans les zones du projet, 170 des 1238 enfants (91 filles, 79 garçons) des districts de santé de Mora, Koza, Moskota, Kousseri et Goulfey dont les vaccinations n'étaient pas à jour ont reçu une dose de rattrapage du vaccin sur les sites de distribution et dans les centres de réhabilitation. 511 (287 filles, 224 garçons) ont reçu de la vitamine A, 349 (189 filles, 160 garçons) ont reçu des médicaments vermifuges (Mebendazole ou Albendazole). Au vu de ces chiffres, on note l'impact des plateformes BSFP et DPF sur les activités des centres de santé,



qui permettent l'amélioration de la couverture vaccinale et l'administration de traitements systématiques.

Les activités de l'approche des foyers déviants est une approche nutritionnelle curative et préventive utilisant les foyers déviants pour promouvoir l'implication des communautés dans la recherche de solutions pour la prévention de la malnutrition et le traitement au niveau communautaire avec des compléments alimentaires trouvés localement dans le BSFP (Blanket supplementary feeding program)

en apportant un changement de comportement en termes de pratiques alimentaires. **12 foyers déviants** ont déjà été mis en place pour la réhabilitation des enfants dans 04 districts de santé (Mora, Koza, Moskota, Kousseri, Goulfey), un total de **1538 enfants (799 filles, 739 garçons) MAM** ont été inscrits dans une communauté basée sur la réhabilitation (96% de taux de guérison, 1,85% de taux d'abandon, 1,13% de taux de rechute).

Des sessions de formation ont été organisées pour les couples

“maman et papa Lumière” et les relais communautaires (**64 participants dont 36 femmes, 28 hommes**) sur la malnutrition, les types et les causes de la malnutrition, les conséquences de la malnutrition, la déviance positive, les responsabilités éclairées des parents, les aliments 5 étoiles, ainsi que l'importance, le processus et l'hygiène dans les sessions communautaires et la réhabilitation.

Un total de **79.458 visites** à domicile ont été effectuées par les Agents de Santé Communautaires atteignant **77.840 personnes (54.329 femmes, 23.511 hommes)** avec une sensibilisation sur IYCF (alimentation du nourrisson et du jeune enfant) et **03 supervisions conjointes d'activités impliquant DRSP-EN/OMS/UNICEF/CSSD et Plan International** ont été effectuées dans les sites de distribution de BSFP dans 05 districts de santé (Kolofata, Makary, Kousseri, Goulfey, Minawao) et les ménages de déviance positive dans le district de santé de Mora.

3.633 enfants (1912 filles, 1721 garçons) ont été inscrits dans les services de la petite enfance à la fin de l'année fiscale 21 à Zamay, Minawao, Gawar, Sabongari et Gadala, de même des kits WASH (y compris 80 morceaux de savon, 24 seaux, au moins **12 bouteilles de 20 litres d'eau de javel**) ont été distribués à 08 centres de la petite enfance.



Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche Nexus et pour assurer l'éducation de la petite enfance, Plan International Cameroon, a construit et équipé 03 ECCD dans le camp de Minawao, et les communautés de Zamay et Gadala qui ont été remis respectivement à l'UNCHR, au MINEDUB et la Communauté Gadala, avant la fin du projet financé par SIDA. Toutes les APEE et les associations des mères d'élèves se sont engagées à apporter leur soutien afin d'assurer la continuité du projet. En outre, des primes mensuelles ont été versées à 79 animateurs ECCD (49 femmes, 30 hommes) et à 5 directeurs/directrices d'école.

500 kits scolaires (composés de 01 livre de coloriage, 01 livre de dessin, 01 livre d'écriture, 01 paquet de crayons de couleur, 01 paquet de crayons ordinaires et 01 paquet de gommes) ont été distribués à 500 enfants (250 filles, 250 garçons) dans les centres ECCD du camp des réfugiés et de la communauté hôte comme matériel d'apprentissage à domicile pendant la fermeture de l'école.

La réhabilitation de 03 salles de classe ECCD, 08 installations de lavage des mains, 03 blocs de latrines et la construction de 01 point d'eau ont été achevés et leur réception effectuée par le MINEDUB, le MINEE et Plan International Cameroon. 22 supervisions pédagogiques d'activités ECCD ont également été menées par le MINEDUB pour soutenir les activités ECCD en même temps que la formation

de 30 animateurs ECCD (19 femmes, 11 hommes) sur l'utilisation d'un nouveau curriculum, du matériel récréatif et de la trousse de premiers soins. Les actions ont été complétées par la distribution de 75 nattes dans 05 écoles du Camp Minawao selon le nombre de classes et selon les besoins exprimés (16 Nattes à EMBG1, 20 à EMBG2 ; 12 EMB G3 ; 12 EMBG4 et 15 Nattes à EMG G5).

Dans la région Est, 38 groupes d'alimentation du nourrisson et de l'enfant (IYCF) ont été mis en place comme plateformes d'éducation des mères d'enfants âgés de 0 à 59 mois. Au sein de ces plateformes, 465 mères ont été sensibilisées quotidiennement à l'alimentation du nourrisson et de l'enfant (IYCF) et au dépistage. De même, lors des visites à domicile, des intermédiaires communautaires préalablement formés ont procédé au dépistage des enfants âgés de 6 à 59 mois et les cas identifiés ont été immédiatement référés aux partenaires compétents (centres de santé) pour traitement. L'approche consistait à vérifier l'œdème et à mesurer le MUAC pour le dépistage, tandis que le suivi était assuré par des séances de conseil, des discussions éducatives et la participation à des démonstrations culinaires. Les boîtes à images mises



à la disposition des relais communautaires ont permis une meilleure diffusion des messages IYCF. Au total, 583 enfants (374 filles, 209 garçons) ont été dépistés et 08 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 03 cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont été référés aux partenaires autorisés pour traitement. Les parents ont été encouragés et sensibilisés sur les actions essentielles de la nutrition et sur la nutrition du nourrisson et de l'enfant en particulier.

En outre, des activités ont été organisées pour renforcer les connaissances et les compétences

culinaires des parents d'enfants malnutris, des femmes enceintes et des mères allaitantes sur la composition des repas équilibrés, par le biais des démonstrations culinaires et des conférences éducatives axées sur la nutrition, la santé et le genre. 4 299 chefs de famille (1 118 hommes, 3 181 femmes) ont assisté aux séances de démonstrations culinaires, les principaux goûteurs étant 2 527 enfants (1 416 filles, 1 111 garçons). 1 902 chefs de ménage modèles "Mamans et Papas Lumières" (514 hommes, 1 388 femmes), ont été identifiés dans les différentes communautés pour servir d'exem-

ples aux autres ménages lors de la sensibilisation. Les "papas exemplaires" ont également contribué à la promotion d'une masculinité positive au sein des communautés, car ils sont en première ligne pour sensibiliser leurs pairs à la nutrition, au genre et aux violences basées sur le genre.

Dans la région du Nord, un total de 2 095 enfants (1 037 garçons, 1 058 filles) identifiés lors des dépistages exhaustifs de la malnutrition dans 05 communautés ont été traités dans 10 centres de réhabilitation nutritionnelle et d'apprentissage tout au long de l'année. 1 187 de ces

enfants (593 garçons, 594 filles), ont été guéris après avoir développé un appétit considérable, montré des changements visibles (augmentation du poids, changement de la texture de la peau), et leur état nutritionnel s'est amélioré, ce qui donne un taux de guérison global de 56,7%. Les 130 enfants (59 garçons, 71 filles) identifiés comme souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été référés aux centres de santé respectifs pour être traités (ils ont été mis sous Plumpy nut - chacun d'entre eux recevant 15 sachets par semaine pendant 03 mois jusqu'à leur guérison). D'autre part, les 908 enfants (43,3%) qui n'ont pas été totalement guéris, ont montré des signes de changements favorables, leur masse corporelle ayant légèrement augmenté à la limite du jaune et du vert. Certains d'entre eux sont encore dans la zone jaune (128 filles), malades et répondant au traitement. L'équipe de nutrition continuera à les suivre par des visites à domicile au cours de l'année fiscale 22.

Par ailleurs, des séances de démonstration nutritionnelle ont été organisées au sein des foyers dont les enfants n'étaient pas complètement guéris et en présence de leurs pères afin de les sensibiliser et de les impliquer dans la prise en charge nutritionnelle de

leurs enfants. **Au total, 980 pères ont participé à ces démonstrations nutritionnelles**, ont nourri leurs enfants et ont été sensibilisés sur comment prendre soin de leurs enfants de la naissance à l'âge adulte. Grâce à ces interventions, les pères ont changé de comportements ainsi que les perceptions selon lesquelles la garde des enfants, l'éducation et la cuisine est considérées comme exclusivement la responsabilité des femmes. Ils acceptent le changement, s'occupent de leurs enfants dès leur plus jeune âge et mobilisent désormais d'autres pères au sein des communautés pour qu'ils fassent de même.

Ceci a été enregistré comme un gain de transformation de genre et renforce la détermination de la zone de programme à poursuivre la composante nutritionnelle comme point d'entrée et stratégie pour atteindre d'autres objectifs de programmation. Des séances de discussion ont été organisées avec un total de **18 816 parents (9 189 hommes, 9 627 femmes)** sur des sujets variés, notamment : l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF) ; les actions nutritionnelles essentielles (ANE) ; la sécurité alimentaire, la diversité alimentaire ; l'hygiène et l'assainissement et le choléra. Au total, **640 enfants (275 garçons et 365 filles)** ont reçu une supplémentation en vitamine A, des vaccins contre la rougeole, la fièvre jaune, la polio et des vermifuges. Les interventions ont servi de forums pour parler de la sauvegarde, de la protection et des violences basées sur le genre afin de permettre aux participants de comprendre ces concepts. Ils sont maintenant mieux équipés pour savoir comment s'occuper des enfants, les traiter, faire respecter leurs droits, à qui s'adresser s'ils doivent signaler un abus et ce qu'il faut faire en cas d'abus.



PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE



Directeur Adjoint de Plan International Cameroon plaidant auprès du Parlement et des ministres d'Etat pour l'adoption du Code de Protection de l'Enfant.

Dans les régions NSW, 26 CFS ont été identifiés et équipés dans chacune des quinze communautés dans des espaces préexistants, notamment des salles communautaires, des églises et d'autres espaces. Chaque école a été sélectionnée lors des réunions d'engagement communautaire auxquelles ont participé des leaders communautaires, des leaders religieux, des leaders des associations féminines, des adolescents et des représentants de groupes minoritaires. Les adolescents ont participé activement à ces réunions, et leurs opinions ont été prises en compte pour la sélection des sites des écoles amies des enfants. À Akum, une communauté de la région du Nord-Ouest, les adolescents, filles et garçons, ont participé aux réunions de consultation avant la sélection du site d'im-

plantation des écoles amies des enfants et leurs opinions ont été prises en compte lorsqu'ils ont préféré que la salle du palais soit utilisée au lieu d'une salle d'église que d'autres participants adultes proposaient. La participation des enfants aux activités des écoles amies des enfants s'en est trouvée renforcée. Les 26 écoles amies des enfants ont accueilli des activités récréatives et ludiques structurées, touchant au total 11 607 enfants et adolescents (7 555 filles et 4 052 garçons). Les animateurs des écoles amies des enfants ont organisé des séances d'enseignement préscolaire deux fois par semaine, se sont engagés dans des visites à domicile, des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer, axées sur la CPIe, la VSBG,

les CAAFAG, la promotion de l'hygiène et la gestion des maladies chroniques.

Les enfants (0-10) ont participé à des activités adaptées à leur âge. Bien que l'âge standard des enfants participants soit de 5 ans, les enfants plus jeunes (0-4 ans) sont venus avec leurs frères et sœurs plus âgés qui ont pris soin d'eux. Au CFS, les enfants participaient à des jeux sur du sable et avec la pâte à modeler, qui présentaient un immense potentiel d'apprentissage, à des jeux de rôles (centrés sur la resocialisation des femmes et le changement des normes de genre), au dessin et à la peinture, à la musique, à la danse et au chant, à des jeux d'imagination, à la corde à sauter, à des jeux dans la nature, à des jeux de société de base inspirés d'objets

culturels et du folklore. Bien que ces programmes aient été guidés par le programme Rire et Jouer de Plan International Cameroon et Clowns sans Frontières, les animateurs et les travailleurs sociaux ont été encouragés à être plus flexibles avec les activités des enfants de cette tranche d'âge, en prêtant attention à l'engagement actif, à la créativité et au plaisir.

Les adolescents (11-17 ans) ont participé à des activités d'apprentissage, de jeu et de loisirs plus structurées, axées sur de nouveaux jeux et exercices créatifs issus du programme "**Rire et jouer**" (notamment le cercle de louanges, le compteur d'énergie, le suivi de la vague, la fleur de lotus, l'établissement de liens, le nom de l'impulsion, Peek-A-WHO, "**Mrs Tap**", le nom et la balle, le chef secret, etc.). En outre, des séances de promotion de l'hygiène, de MHM

et de partage des connaissances sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (exploration des concepts et identification des services dans la communauté) ont été menées dans les CFS. Les travailleurs sociaux et les animateurs des CFS ont mené des sessions sexospécifiques axées sur la puberté et les SDRS pour les adolescents, filles et garçons. Au total, **3 480 adolescents, filles et garçons**, ont bénéficié des kits de gestion de l'hygiène menstruelle et d'hygiène. Dans l'ensemble, les activités des écoles amies des enfants ont amélioré la vie des enfants, en favorisant la guérison d'événements et d'expériences traumatisants, en apprenant (et en désapprenant) des stéréotypes et des normes culturelles et de genre nuisibles, et en adoptant de meilleures pratiques d'hygiène et d'assainissement.

Des mécanismes de retour d'information et de plaintes ont été identifiés, sélectionnés et mis en œuvre dans toutes les 26 communautés. Un comité de feedback a été créé dans chaque communauté. Des consultations communautaires ont eu lieu sous la forme de groupes de discussion dans chaque communauté, comprenant des leaders traditionnels, des leaders religieux, des leaders d'associations féminines, des leaders de groupes de jeunes, des leaders adolescents et adolescentes et des animateurs de CFS, dont certains étaient des personnes déplacées, des membres de la communauté d'accueil et des personnes vivant avec un handicap, afin d'identifier les mécanismes les mieux adaptés au contexte, en veillant à ce que chaque mécanisme soit accessible à tous les



âges et adapté au genre et à la culture. À la suite de ces discussions, il a été décidé d'utiliser des boîtes à idées, des numéros de téléphone et des registres (pour enregistrer les réactions et les plaintes).

Des latrines communales inclusives et sensibles au genre ont été construites dans les communautés du projet. Cette initiative a permis de responsabiliser les techniciens et les constructeurs locaux et de réduire les cas de défécation à l'air libre. Des comités WASH ont été créés et équipés pour sensibiliser et promouvoir une hygiène et un assainissement appropriés, en particulier au sein des ménages et des camps de personnes déplacées. Les membres de la communauté ont été formés à la construction de robinets à bascule afin de promouvoir la culture du lavage des mains comme mesure préventive contre le choléra et la COVID-19.

Dans la région de l'Extrême-Nord, la protection des enfants a été renforcée conformément à l'approche écologique de la protection axée sur le travail avec l'enfant, la famille, la communauté et le gouvernement (les différents sectoriels) afin d'améliorer la situation des enfants. Au niveau des opérations, la stratégie a facilité l'atteinte des résultats souhaités à travers



différentes activités mises en œuvre dont tout d'abord la revitalisation des mécanismes communautaires et le renforcement des capacités des membres de la communauté ainsi que la mise à jour de la cartographie des services qui a rendu les mécanismes communautaires plus actifs, accessibles, efficaces et fonctionnels. C'est le cas des systèmes d'alerte précoce, des plans de réduction des risques et de la cartographie des communautés à risque. L'implication active des membres de la communauté dans les activités a eu un impact significatif au sein des communautés, démontré par des changements positifs dans les habitudes et les attitudes.

Ces activités de transformation comprennent : l'animation des sessions sur l'art d'être parent, de sessions sur les compétences de vie, des interventions régulières dans le processus de gestion des cas de protection dans les communautés, l'animation des sessions sur les compétences de vie avec les jeunes, l'échange et la discussion avec les leaders

communautaires et religieux sur les pratiques néfastes qui entravent les droits des enfants, en particulier ceux des filles. Ces actions ont permis de renforcer l'environnement protecteur des enfants au niveau de la communauté et de la famille et d'instaurer la confiance des différents groupes de personnes pour répondre aux besoins des enfants. Suite à une enquête réalisée, 90% des personnes interrogées ont déclaré savoir quoi faire face à un risque de protection et les mécanismes communautaires savent quelle action entreprendre face à un cas nécessitant une protection.

Deuxièmement, la mise en œuvre d'activités psychosociales et récréatives re-streintes et des sessions d'apprentissage de la vie avec les adolescents et les jeunes a contribué à renforcer la résilience et l'estime de soi des enfants. Ils sont désormais capables de se protéger et de protéger leurs pairs, sont plus actifs et participatifs que les années précédentes. Au total, 4 513 adolescents (2 542 filles) savent où et comment signaler les problèmes/incidents liés à la protection de l'enfance et ont amélioré leurs connaissances et leurs compétences en matière de compétences de vie. 97 personnes vivant avec le VIH/SIDA (11 garçons, 14 filles, 27 hommes, 45 femmes) ont été identifiées et orientées vers des formations sanitaires. Le suivi est assuré par un agent de santé communautaire assisté par des relais communautaires. 4 729 parents et/ou tuteurs (2 710 femmes, 2 019), ont effectivement participé à des sessions de parentalité positive et sont désormais équipés pour assumer leur devoir de soin envers les enfants. Cela a permis d'améliorer leur relation avec leur enfant et le bien-être des enfants, grâce à de meilleures pratiques parentales. 2 260 enfants et adolescents (1 119 filles, 1 141 garçons) participant à des activités créatives et récréatives dans des espaces amis des enfants ont amélioré leur bien-être grâce à l'acquisition de

compétences sociales, émotionnelles, cognitives et motrices/physiques.

14 085 clients (4 585 filles, 3 454 garçons, 3 602 femmes, 2 414 hommes) se sentent protégés/sécurisés et ont amélioré leurs connaissances dans le domaine de la protection de l'enfance grâce à des sessions de sensibilisation en petits groupes (porte-à-porte, dialogues communautaires, entretiens éducatifs et discussions de groupe) sur plusieurs thèmes liés à la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre, afin de prévenir ces cas dans leurs différentes communautés.

Un total de 835 cas de protection de l'enfance (390 garçons ; 382 filles) et 84 cas de VBG (82 femmes, 02 hommes), ont été identifiés et gérés grâce à l'activisme des groupes communautaires qui ont intégré la protection de l'enfance dans les communautés et sont très actifs dans l'identification, le référencement et la dénonciation. Le système de référencement au niveau communautaire fonctionne et les gens savent ce qu'ils doivent faire lorsqu'ils sont confrontés à un cas de protection de l'enfance. Grâce à ces services, la situation de certaines filles et garçons s'est améliorée : réunification avec leur



famille, réintégration à l'école, acceptation après médiation, accès aux services sociaux de base (réintégration scolaire, obtention de certificats d'enregistrement, NFI et nourriture) et les familles d'accueil qui ont accueilli ces enfants ont été soutenues dans différents kits FI et NFI. 300 familles d'accueil (137 hommes, 163 femmes) au total, ont reçu de la nourriture et des NFI.

255 clients (220 femmes, 35 hommes), principalement des cas de protection de l'enfance et de VBG, ont reçu des transferts d'argent inconditionnels afin de réduire les abus sur les mineurs et les jeunes au sein des communautés d'intervention. Ce transfert d'argent a eu un impact considérable dans la communauté dans la mesure où il a permis à certains bénéficiaires de démarrer une AGR, à d'autres de payer des frais de scolarité ou même des soins de santé. Cela a facilité la réduction des risques d'exploitation, de travail des enfants et de VBG chez les enfants, d'une part, et chez les parents qui ont développé des relations positives avec les enfants, en les soutenant dans leur vie, en les accompagnant pour les aider à améliorer leur éducation, et pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs enfants (soins médicaux, nutrition, éducation, vêtements, etc.), d'autre part.



Afin de réduire les cas et les risques de protection des enfants, 60 adolescents et jeunes (41 filles, 19 garçons), ont reçu une formation professionnelle dans différentes activités, ont ouvert leur propre entreprise et sont moins exposés aux risques de protection ou de VBG. Enfin, l'appui psychosocial et la prise en charge spécialisée des cas de protection ou d'autres personnes nécessitant des soins ont permis de réduire la stigmatisation dans les communautés, notamment pour les personnes qui ont été

exclues socialement de leur communauté en raison de leur maladie, de retrouver une vie normale et de renforcer leur estime de soi. Les communautés sont désormais suffisamment informées et les enfants qui en souffraient, de moins en moins exclus.

Un total de 155 paires de gants, 155 paires de bottes, 155 imperméables, 20 mégaphones, 1000 masques jetables, 500 gels hydroalcooliques de 500ml, 500 savons liquides de 500ml, 1200 affiches A3, 20 pulvérisateurs, 6 pots de chlore de 45 Kg, 55 lunettes de protection, 55 casques de protection et 55 gants de protection ont été donnés à la Délégation Régionale de la Santé Publique, aux districts de santé, aux aires de santé et aux relais communautaires pour être utilisés pour la sensibilisation, la prévention et la désinfection des zones affectées. 04 émissions radiophoniques ont été produites pendant deux mois pour contribuer à la mise en place de séances d'orientation des parents

à travers des émissions radiophoniques sur la surveillance des enfants à la maison ainsi que des jeunes de l'arrondissement de Mokolo et ses environs.

22 agents de santé communautaire ont été formés sur la prévention et la prise en charge des cas de VBG pendant la pandémie COVID-19. Cette formation leur a permis d'identifier et de référer les cas de VBG aux centres appropriés et de sensibiliser la population sur la thématique des

VBG. Des activités de sensibilisation sur la COVID-19 ont été menées par des agents de santé communautaires dans 10 communautés de parrainage par le biais des conférences éducatives et des sensibilisations de porte à porte. **Au total, 58 532 personnes (7 015 filles, 6 740 garçons, 22 836 femmes et 21 941 hommes)** ont été touchées et ont pris conscience de l'importance du respect des mesures barrières contre la COVID-19.

36 membres (09 femmes, 27 hommes)

des organisations de la société civile et des équipes de gestion des districts de santé concernés par le projet ont été formés et disposent désormais des connaissances et des compétences en matière de gestion des programmes et des finances, de plaider, de genre, d'inclusion, de droits de l'homme et de leur prise en compte dans la mise en œuvre du projet. De même, 36 agents de santé communautaires (05 femmes, 31 hommes) ont participé à un atelier de formation des formateurs qui leur a permis d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour former leurs pairs du district de santé.



73 067 suspecté de malaria

Un total de 73 067 cas suspects de paludisme (18 144 garçons, 18 615 filles, 16 959 hommes, 19 379 femmes) ont été enregistrés. 60 835 personnes (15 556 garçons, 16 190 filles, 13 765 hommes, 15 324 femmes) ont bénéficié d'un test de diagnostic rapide effectué par des agents de santé communautaires. 54 683 personnes (13 823 garçons, 14 469 filles, 12 567 hommes, 13 824 femmes) ont été testées positives et 48 208 (12 414 garçons, 13 029 filles, 10 912 hommes, 11 853 femmes) ont été traitées.



3 472 cas de diarrhée

3 472 cas de diarrhée (1 186 garçons, 1 208 filles, 509 hommes, 569 femmes) ont été identifiés et traités dans les communautés par les ASC, qui ont également identifié et traité 2 007 enfants de moins de 5 ans (965 garçons, 1 042 filles) atteints d'infections respiratoires aiguës. 6 752 enfants non vaccinés (3 285 filles, 3 467 garçons), 954 cas suspects de tuberculose (106 garçons, 123 filles, 367 hommes, 358 femmes) et 4 148 enfants souffrant de malnutrition (1 983 filles, 2 165 garçons) ont été identifiés et envoyés dans des centres de santé.



12 233 sessions éducatives

199 433 visites à domicile et 12 233 sessions éducatives ont été menées par les agents de santé communautaire, touchant 225 192 personnes (99 230 filles/femmes, 125 962 garçons/hommes) sur des thèmes de santé et de nutrition, dont le COVID-19. 103 agents de santé communautaires (30 femmes, 73 hommes) ont également été formés aux mesures de prévention du COVID-19 et ont distribué des kits de prévention du COVID-19 (composés de savon et d'un jerrican équipé d'un robinet) à 14 633 ménages.



353 ménages

Dans la région de l'Est, les conditions de vie de 353 ménages ont été améliorées grâce à la distribution de kits NFI (composés de couvertures, de moustiquaires et de 1 999 articles d'habillement) et à la distribution de kits WASH (composés de pots, de tasses et de savon) à 1 999 clients (1 400 réfugiés, 599 Camerounais).



5 774 personnes

Au total, 14 groupes VSLA, parents, enseignants et membres de la communauté ont été sensibilisés à la sauvegarde, à l'éducation sexuelle et à la protection de l'enfance, ce qui a permis de toucher 5 774 personnes (3 026 réfugiés (597 hommes, 589 femmes, 863 garçons, 977 filles) et 2 394 Camerounais (673 hommes, 836 femmes, 626 filles, 613 garçons)). D'autre part, 50 réunions de routine ont été organisées avec des structures communautaires (clubs de filles, comités de protection, groupes de femmes et clubs de jeunes), touchant 232 personnes (130 réfugiés (29 hommes, 44 femmes, 29 garçons et 28 filles) et 102 Camerounais (13 hommes, 60 femmes, 11 garçons et 18 filles)).

105 familles d'accueil ont été identifiées et formées sur la parentalité positive et les soins aux enfants. Ces familles ont reçu des kits WASH (seaux de 50L équipés de robinets, 5 masques de protection, seaux de 20L avec couvercle pour l'eau potable, 1 carton de Savon, récipients à déchets de 15L, 1 support en bois pour les seaux) et des kits de dignité (une douzaine de serviettes hygiéniques, 6 brosses à dents, 2 pâte dentifrice, 3 serviettes de bain, 1 pièce de pagne, 3 paires de chaussons de bain). Ils ont également reçu une aide alimentaire bimensuelle, pendant trois mois.

192 cas de protection de l'enfance (101 garçons, 90 filles) et 17 cas de VBG (11 femmes, 6 filles) ont été identifiés et gérés. Ils ont reçu un soutien psychosocial, des soins médicaux et un soutien social (kits WASH, aide alimentaire et vêtements). D'autre part, des cliniques judiciaires ont été organisées dans 05 communautés (Mboumama, Nyabi, Kwelle Mbombete, Yola), avec la participation d'un psychologue, du personnel juridique et des représentants de la santé, sous la supervision du partenaire VBG et de Plan international.



Les services offerts en matière de violence basée sur le genre ont été présentés aux membres de la communauté et les activités menées au cours des sessions comprenaient : des animations, des présentations, des conseils et gestion des cas identifiés sur place. **446 personnes (156 réfugiés (2 garçons et 5 filles âgés de 0 à 17 ans), (12 garçons et 20 filles âgés de 18 à 24 ans), (27 hommes et 90 femmes âgés de plus de 24 ans) et 290 membres de la population hôte : (24 garçons, 33 filles âgés de 0 à 17 ans), (23 garçons, 22 filles âgés de 18 à 24 ans), (102 hommes, 86 femmes âgés de 24 ans et plus)).** Un total de 53 cas (8 cas juridiques, 24 cas psychosociaux, 21 cas médicaux) ont été identifiés sur place et gérés.

6 plans d'action ont été élaborés par les structures

étatiques décentralisées mettant en évidence les différentes réunions à tenir et leur fréquence dans les communautés. 18 réunions au total ont été organisées avec les structures de protection locales, les membres des communautés et les structures étatiques (MINPROFF, MINAS, MINJEC, personnel de santé, représentants des communes, forces de l'ordre) selon leurs plans d'action. Les participants à ces réunions étaient des membres de la communauté et des chefs traditionnels. Les sujets présentés lors des réunions comprenaient l'importance des actes de naissance, les procédures de production des actes de naissance, l'importance de l'éducation des filles, la santé et les droits sexuels et reproductifs, les voies de référence et les sanctions en cas d'abus.

Au total, 325 personnes (133 hommes, 111 femmes, 38 garçons et 44 filles) ont participé à ces réunions.

En raison de l'augmentation des cas signalés d'abus sur les enfants au sein des communautés ciblées, une approche davantage orientée vers la prévention des abus que sur la réponse aux abus, qui ont le plus souvent un impact négatif durable sur la vie des victimes, a été adoptée. Dans le cadre de la campagne Girls Get Equal, un sommet sur la masculinité positive a été organisé parallèlement à la commémoration d'événements

spéciaux (Journée internationale de la fille, Journée de l'enfant africain, etc.), avec des activités telles que des sketches, des poèmes, des démonstrations de danses traditionnelles ; des discussions thématiques de proximité axées sur les problèmes, l'impact et les risques liés à la protection de l'enfant, avec des thèmes centraux tels que les problèmes et les facteurs de risque liés au mariage des enfants, le droit de décider de son avenir, de s'exprimer en public sans craindre les violences au sein de sa communauté, le droit des filles à l'éducation, à la santé, à la santé et

aux droits sexuels et reproductifs. **Au total, 6 498 clients (1 510 hommes, 1 910 femmes, 1 181 garçons, 1 447 filles, 450 jeunes) ont été touchés par ces sessions.**

Une sphère sociale remarquablement conflictuelle a connu la réapparition de la délinquance juvénile caractérisée par des cas répétés de meurtres (abattage, coups de couteau), de harcèlement des enseignants et des élèves, etc a caractérisé le climat social.



Des conférences éducatives ont été organisées dans les écoles ciblées afin d'identifier les causes profondes et les solutions collectives pour rendre le milieu scolaire accueillant pour les élèves. L'une de ces discussions a eu lieu lors de la commémoration de la 31ème édition de la Journée de l'enfant africain au Lycée de Rabingha avec 28 participants (03 femmes, 10 hommes, 08 filles, 07 garçons). Les jeunes filles et garçons qui ont participé, sont en passe d'adopter une nouvelle vision sur les opportunités qui leur sont offertes ainsi que les enjeux. De plus, il a également été question de la confrontation des enseignants aux différents défis de la diversité, la relation enseignant-élève qui a un impact considérable sur leurs performances respectives.

Réalisé par 10 clubs de jeunes dans 10 communautés cibles et en collaboration avec leurs chefs traditionnels respectifs, **un total de 3 234 personnes (488 hommes, 764 femmes, 779 garçons, 1 141 filles)** ont été touchées par des sessions de sensibilisation au cours desquelles elles ont été informées sur divers sujets tels que les risques et l'impact négatif du mariage des enfants, le droit des filles à l'éducation, à la santé, à la liberté d'expression en ce qui concerne leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs. Des conférences éducatives ont été organisées par les clubs des jeunes au cours desquelles les discussions ont porté sur des sujets tels que la sauvegarde, la protection de l'enfant contre toutes formes d'abus émotionnel, physique, moral et sexuel, l'importance d'un environnement protecteur dans l'éducation de la fille, le travail domestique, le mariage précoce/forcé, le rôle de la fille et l'importance de la connaissance des services sociaux et de santé reproductive disponibles pour les filles, le droit de savoir et de participer à la dénonciation des abus. Les membres des clubs des jeunes ont été formés au principe de



confidentialité et à la nécessité d'un code de conduite pour réglementer les questions de sauvegarde liées à leurs activités au sein des communautés. D'autre part, **10 filles de Pitoa et Gaschiga** ont participé à 2 campagnes de sensibilisation radiophonique organisées pour promouvoir la liberté d'expression et les droits des jeunes filles et pour créer une plateforme où les filles peuvent faire entendre leur voix à tous les acteurs impliqués dans leur protection. Sur les ondes de 2 radios communautaires, les filles ont lancé un appel à leurs pairs, aux parents, aux chefs traditionnels, aux

autorités administratives et municipales pour qu'ils acceptent que la fille a besoin d'être écouté.

Un dialogue intergénérationnel a été organisé réunissant 41 personnes de différents groupes sociaux (femmes, filles, hommes, garçons, personnes à besoins spécifiques, autorités religieuses et traditionnelles, autorités administratives et municipales) de Pitoa pour réfléchir sur les problèmes qui entravent la réalisation des droits des enfants et des filles en particulier et qui compromettent leur protection contre la violence

au sein du cercle familial. Satisfaite de sa participation à la plateforme, Aissatou, une jeune membre de la plateforme, a exprimé sa gratitude envers Plan International Cameroon en ses propres termes : ***“Nous avons longtemps attendu une telle plateforme où nous pouvons parler des défis auxquels nous sommes confrontés. Elle est opportune et promet un avenir meilleur pour la commune de Pitoa. Plan International Cameroon devrait perpétuer de telle initiative, nous la soutenons fortement”.***



Le 25 novembre 2020, les activités marquant la 29^{ème} édition de la campagne mondiale baptisée “ **16 jours d’activisme contre les VBG** ” ont été lancées à l’esplanade de la commune de Pitoa et présidées par un représentant du Sous-préfet de Pitoa. Le Délégué Régional du MINPROFF, les autorités municipales et traditionnelles ainsi que 74 clients (64 femmes, 05 filles, 5 hommes) des groupes sélectionnés des projets VSLA et Gift of Hope (GoH) étaient présents pour attirer une fois de plus l’attention des masses sur le besoin pressant de protéger les femmes

et les filles contre toutes les formes de violence. L’accent a été mis sur l’urgence de protéger les femmes et les filles des impacts négatifs de la COVID-19 qui a exacerbé la discrimination et les violences auxquelles elles sont confrontées, conformément au thème de l’année “**Orange le monde, mobilise les facteurs nécessaires pour lutter contre les conséquences socio-économiques de la COVID-19 sur les femmes et les filles**”. Les interventions passées, telles que les projets GoH et VSLA, qui ont permis de multiplier et de renforcer l’autonomie financière des femmes,

ont été fortement sollicitées à travers des discours et des sketches réalisés par les clients. Enfin, quatre émissions interactives sur la liberté d’expression et les droits des filles ont été diffusées sur les ondes de FM Tingling de Pitoa et de FM Demsa de Gaschiga dans le cadre d’une sensibilisation radiophonique du GGE menée par des filles et axée sur les messages clés de la protection de l’enfance à laquelle 20 participantes (10 filles, 10 femmes) ont pris part.

Un forum a été organisé impliquant des femmes et des hommes hu-

manitaires, ainsi que des fonctionnaires sur le thème : “**le leadership féminin, obstacles et perspectives**” ainsi qu’un autre forum sur le même thème qui a réuni 13 participants, partenaires locaux (FEPES, UNOADD, FAVIDA, MINPROFF, MINAS, MINESEC, MINEDUB) et le personnel de Plan International Cameroon. Ces sessions ont été suivies d’une table ronde qui a permis aux participants de discuter du leadership féminin, de ses obstacles et de ses perspectives, ainsi que d’une série décentralisée de 04 sessions de groupes de discussion tenues avec des filles,



des femmes, des hommes et des garçons respectivement à Ngong, Gaschiga, Bibemi et Basheo. Les participants ont été entretenus sur les obstacles au leadership féminin : représentations sociales, manque de communication et d'estime de soi, ainsi que les nombreux défis évoqués, parmi lesquels figurent en bonne place la nécessité de prendre du recul par rapport aux contraintes sociales et la communication de ses valeurs, comme marque d'affirmation de soi au sein du couple.

Des séances de dialogues intergénérationnels ont été organisées pour initier des échanges entre adultes et adolescents représentant les clubs de jeunes des communes de Bascheo et Touroua. **Au total 06 femmes, dont la présidente du réseau des femmes, et 04 adolescentes, 09 hommes et 03 adolescents** y ont participé. Les jeunes dans leur communication, ont décrié les attitudes irresponsables des adultes qui freinent considérablement l'épanouissement des femmes et des filles. Les adultes ont insisté sur le choc intergénérationnel ayant pour la plupart adopté des attitudes castratrices mal accueillies par leur progéniture. De même, une évaluation a été menée afin d'identifier les groupes bénéficiaires et d'organiser une cérémonie pour récompenser les filles et les femmes leaders dans les trois communautés, à savoir Ngong, Lagdo et Pitoa ;

Ces différentes sessions ont démystifié la notion de leadership, généralement comprise à tort au sein des communautés comme le pouvoir de la femme sur l'homme, contribuant ainsi à briser les normes et valeurs sociales discriminatoires auxquelles sont soumises les femmes et leur environnement (familial et socioprofessionnel). Les participants ont reconnu et admis les limites des contraintes socioculturelles, qui doivent changer en valorisant les capacités et les aptitudes des femmes et des filles en particulier. Les jeunes filles ont été encouragées à saisir toutes les opportunités dans leur environnement et à lutter contre les facteurs de désinformation au sein de leurs différentes communautés par des discussions ouvertes (discussions intergénérationnelles) au sein des ménages et des communautés entre ceux qui se considèrent communément comme les détenteurs de droits et les prestataires de services.

Des sessions de sensibilisation, d'information, de plaidoyer, de réunions, de formation et de renforcement des capacités ont été organisées au sein des communautés et fortement suivies par les participants, ce qui laisse espérer un changement d'attitude. **Au total, 3 315 personnes (367 femmes, 1002 filles, 775 hommes, 1 171 garçons)** ont été sensibilisées sur la politique de la sauvegarde et de la protection des enfants et des jeunes au cours de diverses réunions de formation et des activités de mobilisation communautaire ; **651 associés et partenaires (114 femmes, 43 filles, 494 hommes)** ont respectivement été informés de la politique de sauvegarde lors de la mise en œuvre d'activités dans le cadre des projets et des programmes.

Cela a conduit 204 personnes à signer le code de conduite sur la protection des enfants et des jeunes. Des sessions de renforcement des capacités de 120 volontaires (08 femmes, 112 hommes) et de 15 travailleurs communautaires (14 hommes, 01 femme) sur la protection de l'enfance et la sauvegarde ont été organisées pour promouvoir, respecter et signaler toutes les formes d'abus, de violence, de négligence, d'abus sexuel et d'exploitation des enfants et des jeunes, ainsi que pour initier des processus visant à transformer les normes sociales à l'origine des pratiques nuisibles en modèles locaux de changement.

Un plaidoyer a été mené auprès des leaders



communautaires et des autorités administratives pour qu'ils adoptent des stratégies de lutte contre la VBG et qu'ils protègent et sauvegardent les enfants et les jeunes au sein de leurs communautés. **Au total, 60 leaders communautaires, 6 Sous-préfet et 6 maires ont été mobilisés pour l'événement, avec 10 leaders communautaires.** 17 évaluations des risques ont été réalisées pour toutes les activités impliquant des enfants et des jeunes et dans tous les projets, ce qui a permis d'atténuer les risques pour les enfants cibles étant donné que des stratégies de gestion des risques ont été systématiquement développées.

A l'issue d'une évaluation préliminaire visant à identifier les lacunes, les besoins et les défis des mécanismes existants, les capacités de **90 jeunes (38 garçons, 52 filles)** issus de clubs de jeunes dans **06 Communes (Ngong, Bascheo, Gaschiga, Pitoa, Lagdo et Dembo)** ont été renforcées sur la confiance en soi et le leadership, ainsi que sur la protection et la sauvegarde des enfants et des jeunes. En ce qui concerne la mise en place des mécanismes de retour d'information au sein des communautés, quatre canaux préférés ont été identifiés, à savoir les lignes d'assistance téléphonique (appels téléphoniques), les boîtes à suggestions, les réunions communautaires et les réunions d'écoute des cas d'enfants. D'autre part, un total de 15 cas de protection et de violence basée sur le genre (viol, enlèvement, kidnapping, mariage précoce et forcé, grossesse précoce et non désirée) ont été signalés au cours du dernier semestre de l'année fiscale 21.

PROGRÈS ET RÉALISATIONS SUR D'AUTRES TRAVAUX



Le Directeur National de Plan International Cameroon remet des kits Covid-19 au Ministre de l'Education Secondaire.

Dans la région NWSW, **un total de 4 645 clients (2 577 filles, 2 068 garçons)** appartenant à 929 ménages et identifiés au sein des 11 bénéficiaires du projet d'alimentation scolaire. Les enfants et leurs familles ont bénéficié de la distribution de biscuits à haute teneur énergétique à consommer à l'école, tandis que les familles vulnérables ont reçu des sacs de riz et de l'huile végétale comme rations à emporter à la maison pour les aider à nourrir leurs enfants afin d'encourager les performances et la rétention scolaires.

Un projet de suivi par un tiers a été mis en œuvre afin d'améliorer la sécurité alimentaire des populations touchées par le conflit, ainsi que d'autres

projets financés par le PAM, et de générer des connaissances pour la programmation future afin de soutenir la responsabilité envers les bénéficiaires, tout en assurant l'égalité de genre et l'inclusion dans ces activités exécutées dans la région du Nord-Ouest. Les activités clés ont porté sur la vérification des bénéficiaires, le recyclage et le retour d'information pour la responsabilisation des populations affectées en fonction du sexe, du handicap et de l'âge ; la vérification de la fonctionnalité du mécanisme de retour d'information et de plaintes en place, l'observation directe et la vérification sur place de la mise en œuvre des programmes, et l'intégration des stratégies de

prévention COVID-19 pendant la distribution, la vérification de la prestation de services (comment les gens réagissent-ils à l'activité de distribution alimentaire dans son ensemble. La vérification de la prestation de services (comment les gens réagissent-ils à l'ensemble de l'activité de distribution alimentaire, par le biais de l'observation) ; la vérification de l'efficacité du suivi post-distribution ; le suivi du marché effectué sur une base mensuelle, conformément à la procédure standard du PAM pour la COVID-19 ; le suivi du projet BSFP (Blanket Supplementary feeding) et le suivi de l'assistance sous forme de bons.

Un total de 8000 kits d'abris et 7582 kits de secours de base ont été distribués et 59 abris transitoires

ont été construits dans le cadre du projet d'abris et de NFI financé par le HCR. Ce projet a permis de combler les lacunes en matière d'abris et de secours de base identifiées parmi les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et d'améliorer les conditions de vie des communautés cibles en leur donnant accès à des articles ménagers de base et à des abris adéquats. Grâce à cela, nous avons pu rencontrer **14 996 bénéficiaires directs (1 450 filles de moins de 18 ans, 1 125 filles de 18 à 24 ans, 4 011 femmes de plus de 24 ans, 1 990 garçons de moins de 18 ans, 2 809 de 18 à 24 ans, 3 611 hommes de plus de 24 ans)**. Les personnes, en particulier les femmes, qui ont reçu les kits de secours de base ont témoigné que cela a changé leur vie car elles ont maintenant de bonnes couvertures pour se couvrir, dormir sous des moustiquaires imprégnées, etc.

Ils ne sont plus exposés au froid et leurs enfants ne souffrent plus de paludisme comme c'était le cas auparavant. Ils ont également suffisamment d'ustensiles de cuisine qui peuvent être utilisés pour partager la nourriture et leurs enfants ne mangent plus dans un seul plat comme c'était le cas auparavant. D'autre part, les personnes déplacées qui ont bénéficié d'un abri de transition disent qu'elles peuvent maintenant vivre une vie indépendante, mieux appréciée que la vie dans une famille d'accueil. Elles sont heureuses car les abris sont gratuits et elles n'auront pas besoin de chercher de l'argent pour payer les loyers. Elles sont donc détendues et en passe d'oublier certaines tortures et souffrances.

Dans la région de l'Extrême-Nord, Plan International Cameroon a continué à défendre la voix, le pouvoir et le leadership des filles pour atteindre l'égalité de genre. Cela s'est fait en travaillant avec les réfugiés, les personnes déplacées et des filles des communautés d'accueil pour célébrer la Journée internationale de la fille en reconnaissance de leurs droits. Plusieurs autres activités ont été menées pour promouvoir davantage les droits des filles, en particulier dans un contexte marqué par un ancrage dans des pratiques culturelles néfastes qui tendent à violer les droits des filles et l'égalité de genre. Au total, **875 personnes (499 filles, 102 femmes, 33 hommes et 241 garçons)** ont été touchées. D'autre part, 03 filles ont assumé les fonctions de responsables, dans le cadre de l'initiative "Girls Takeover", pour plaider auprès des responsables détenteurs de pouvoir, et appeler à la protection des droits des filles affectées par la crise dans la



région. Les Girls Takeover ont eu lieu dans 03 lieux, permettant aux filles d'assumer les rôles suivants : Le maire de la commune de Koza, l'administrateur du camp de réfugiés de Minawao et proviseur du Lycée de Minawao.

En partenariat avec les ONG locales, des activités récréatives (match de football, course pieds dans le sac, danses traditionnelles, sketches, etc.) ont été organisées réunissant 200 jeunes filles et garçons, afin de développer leur capacité de socialisation, ainsi que leur sens de l'éveil et du travail en équipe. A un autre niveau, 393 participants (220 filles, 81 garçons, 62 femmes, 30 hommes) ont été touchés par

l'animation d'une session de sensibilisation sur l'importance de l'éducation des filles, en collaboration avec les parties prenantes : Des représentants du gouvernement, des responsables communautaires, des groupes d'enfants et de jeunes, dans le camp de réfugiés de Minawao, au cours de laquelle des prix d'excellence ont été remis à 20 meilleures filles de l'école primaire.

Dans la région de l'Est, une formation de deux jours a été organisée à Batouri pour renforcer les capacités du personnel hospitalier provenant de 11 centres de santé dans les départements de la Kadey, du Boumba et Ngoko. La session de formation, facilitée par la délégation régionale de la santé publique, a renforcé les capacités du personnel hospitalier dans la gestion et la réponse aux cas de COVID-19, y compris ses voies de référence, la protection de l'enfant, la violence basée sur le genre et la politique de sauvegarde de plan international. Au total, 30 personnes (10 femmes, 20 hommes) ont participé à cette formation au cours de laquelle elles ont également été formées à la production d'une solution désinfectante à utiliser pour la désinfection des lieux publics et des environs des cas identifiés. A l'issue de la

formation, des kits de protection et du WASH (comprenant des pulvérisateurs, des gants de nettoyage, des bottes, des vêtements de protection, des masques FFP et du chlore) pour la lutte contre le COVID-19, ont été remis aux districts de santé de Yokadouma et Batouri sélectionnés par la délégation régionale de la santé publique comme districts ayant déjà des cas de COVID-19 identifiés. Une session de formation a été organisée en parallèle pour renforcer les capacités du personnel du projet 30 (partenaires du CIEAP-J et d'ASAD) sur l'historique de la COVID-19, les méthodes de prévention et les voies de référence. Le personnel est désormais capable de se protéger et de mener des séances de sensibilisation sur le terrain. Les 30 participants, (8 hommes, 22 femmes), ont reçu des



kits de protection (composés de 1 carton de savon, 3 masques jetables, 3 masques lavables et 3 flacons de désinfectant pour les mains).

Les capacités de 47 enseignants et inspecteurs pédagogiques (19 femmes, 28 hommes), ont été renforcées sur différentes méthodes d'e-learning adaptées à leurs localités. La session de formation a été facilitée par la délégation régionale de l'éducation de base et a permis d'assurer un apprentissage continu tout en protégeant les enfants contre la COVID-19. Les enseignants ont été formés à la production et à la présentation des leçons audio et vidéo, à

l'utilisation des mégaphones pour la diffusion des leçons et enfin à la production et à l'utilisation de leçons sur papier. 03 méthodes d'apprentissage électronique ont été confirmées comme étant adaptées au contexte des communautés cibles, y compris l'utilisation des leçons audio dans certaines communautés où il n'y a pas d'électricité et une forte probabilité de disponibilité de la radio dans la plupart des foyers, l'utilisation des mégaphones pour présenter les leçons enregistrées et les copies papier. En outre, 51 leçons ont été produites et 32 ont été enregistrées sur un dispositif de stockage pour être diffusées via des mégaphones dans les communautés. La formation était une mesure alternative pour préparer les enseignants, au cas où les écoles ne reprendraient pas à la suite de la COVID-19.

Dans la région Nord, la persistance de la pandémie de COVID-19 a engendré de nombreuses conséquences sociales qui ont eu un impact négatif sur le genre et les relations parentales, comme l'indique une rapide analyse de genre réalisée respectivement dans les communes de Ngong et de Lagdo. Dans le cadre du plan de réponse au COVID-19, une sensibilisation porte à porte sur les modes de transmission du virus et les mesures de prévention, une démonstration des différentes phases du lavage des mains ont été menées au sein des communautés cibles, ainsi que la

distribution des kits WASH (savons, seaux et bidons d'au moins 20 litres équipés d'un robinet) à 21 501 ménages, (49,26% d'hommes, 50,74% de femmes) dans 81 communautés au sein de 9 communes. Dans les districts de santé de Gaschiga, Pitoa, Ngong, Lagdo, et Bibemi : 69 235 personnes au total (11 968 enfants (6 306 filles, 6 662 garçons) ; 23 707 jeunes (12 3396 filles, 11 311 garçons) ; 16 932 femmes, 15 628 hommes) ont été sensibilisées aux mesures de prévention contre la COVID-19 grâce au projet Irish Aid.

118 agents de santé communautaires (18 femmes, 100 hommes) ont été formés à la prévention de la COVID-19 et la manière

de mener en toute sécurité des actions de sensibilisation du porte-à-porte. 50 personnels de santé (15 femmes, 35 hommes) ont été formés sur la prévention de la transmission de la COVID-19 et 1 500 personnes ont reçu des kits WaSH composés d'un seau de 20L équipé d'un robinet et de 10 morceaux de savon pour le lavage des mains.

Dans le cadre du projet Plan for Girls, 159 dispositifs de lavage des mains ont été distribués à 121 écoles, touchant environ 69 040 bénéficiaires directs (29 963 filles, 37 757 garçons, 277 enseignantes, 1 043 enseignants, 720 bénéficiaires).



24 formations sanitaires ont reçu 26 dispositifs de lavage des mains. Ces 24 formations sanitaires desservent environ 179 326 personnes (93 250 femmes et 8 076 hommes) dans les zones des communes de Ngong et Lagdo respectivement. Cela inclut 18 816 hommes, femmes, garçons et filles dans les ménages, qui ont été équipés de savoir-faire pour le changement de comportement, s'adaptent et gèrent mieux la parentalité et leurs familles pendant la COVID-19, tout cela grâce aux activités de sensibilisation des communautés.

L'exercice de distribution a été accompagné d'une sensibilisation des responsables de ces établissements cibles sur un certain nombre de questions, notamment les châtiments corporels, l'hygiène et l'assainissement dans les communautés, et la prise en compte du genre dans les écoles et les hôpitaux. Des mesures ont été prises pour s'assurer que les installations de lavage des mains étaient situées dans des zones accessibles aux personnes vivant avec un handicap.

Quelques mois après la distribution des kits WASH, un exercice de suivi post-distribution visant à déterminer si les kits distribués étaient ou non utilisés aux fins prévues a été réalisé par le biais d'une enquête au cours de laquelle les clients ont été à nouveau sensibilisés sur l'importance de continuer à respecter les mesures barrières, ainsi que sur

l'utilisation correcte des kits WaSH qu'ils ont reçus. Suite à cette évaluation, plusieurs observations ont été enregistrées : 94,7 % des ménages bénéficiaires potentiels affirment avoir reçu leur kit WASH ; 93 % des ménages ont effectivement reçu leur kit WaSH (bidon) et l'utilisent soit pour se laver les mains, soit pour d'autres tâches ménagères ; 83,3 % des ménages bénéficiaires ont une assez bonne connaissance de l'hygiène des mains.

Un total de 11 points d'eau dans 5 zones des communes (Barndake, Bascheo, Dembo, Lagdo et Touroua) ont été réhabilités pour aider les populations vulnérables de ces zones cibles à lutter efficacement contre la COVID-19 et d'autres maladies hydriques en facilitant leur accès à l'eau potable. L'exercice d'évaluation et de réhabilitation a été réalisé avec l'appui technique de la Délégation Régionale des Mines, de l'Eau et de l'Energie. En outre, deux puits traditionnels ont été construits dans la commune de Barndake (Charatche) à des fins d'irrigation. Une série de formations de recyclage pour les comités de gestion des points d'eau a été organisée en pools et coanimée à la fois par l'ingénieur du MINEE qui a facilité la dynamique de groupe, la gestion des points d'eau et par un membre du personnel de Plan International Cameroon qui a facilité une session sur les politiques de Plan International (sauvegarde, protection, genre et inclusion). La formation s'est faite par le biais de discussions utilisant un module préparé par les points focaux du MINEE qui a également été distribué aux participants.



Le projet Plan for Girls est en passe d'obtenir un engagement renforcé des décideurs soutenant le projet grâce aux formations organisées du 26 au 27 mai 2021 qui ont réuni un total de 45 acteurs municipaux et sectoriels (24) de Tcheboa (20 conseillers municipaux : 16 hommes et 04 femmes ; 04 sectoriels : 02 hommes et 02 femmes) et (21) de Lagdo (17 conseillers municipaux : 13 hommes et 4 femmes ; 04 sectoriels : 02 hommes et 02 femmes). Les participants ont été formés sur les lois, politiques, mécanismes et outils pour une participation effective des adolescents dans tous les processus institutionnels. On constate depuis une amélioration des compétences des participants quant à l'utilisation des outils et mécanismes de participation des adolescents aux processus institutionnels.

To have a formal engagement of the sectoral actors at the central level in order to ensure the sustainability of the project's achievements, a set of tools were developed including an integrated Memorandum of Understanding of the different relevant sectors of the project. focal points were designated in 6 ministries (Ministry of Agriculture and Rural Development, Ministry of Employment and Vocational Training, Ministry of Decentralization and Local Development, Ministry of Small and Medium Enterprises, Rural Economy and Handicrafts, Ministry of Youth and Civic

Education). A total of nine focal points participated in a consultation session held in June in order to harness their insight on substantial and formal elements of a potential Memorandum of Understanding. At the end of the consultation, an action plan was drafted and is being monitored to ensure that by November 2021, the MoU is signed.

Des points focaux ont été désignés dans 6 ministères (ministère de l'agriculture et du développement rural, ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, ministère de la décentralisation et du développement local, ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie rurale et de l'artisanat, ministère de la jeunesse et de l'éducation civique). Un total de neuf points focaux ont participé à une session de consultation qui s'est tenue en juin afin d'exploiter leurs idées sur les éléments substantiels et formels d'un éventuel protocole d'accord. À l'issue de la consultation, un plan d'action a été rédigé et fait l'objet d'un suivi afin que le protocole d'accord soit signé d'ici novembre 2021.



POSITION DANS LE PAYS



Parlement Jeunesse 2021



Cérémonie d'ouverture du Parlement Jeunesse 2021



Hon. Joshua Osih, le Directeur Adjoint de Plan International Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique, Conseil National de la Jeunesse

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la Délégation Régionale des Affaires Sociales et celle de la Promotion de la Femme et de la Famille, considèrent Plan International Cameroon comme l'organisation leader en matière de protection de l'enfance dans ledites régions. Ils collaborent toujours avec Plan International Cameroon lors de la célébration d'événements liés à l'enfance (Journée de l'enfant africain, Journée internationale de la fille, 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, Journée mondiale du sida, etc.). Notre soutien leur est apporté par le biais des formations, de la fourniture des produits non alimentaires aux enfants et familles vulnérables qu'elles ont identifiés. Les délégations renvoient également les cas d'enfants vulnérables

à Plan International, qui leur apporte son soutien. En collaboration avec la Délégation régionale des affaires sociales, une assistance juridique est fournie aux victimes d'abus, en particulier de viols.

La Délégation Régionale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle soumet depuis deux ans à Plan International Cameroon une liste d'adolescents et de jeunes ayant besoin d'une formation professionnelle. Après une contre-vérification, les adolescents et les jeunes sont placés dans des projets de formation professionnelle mis en œuvre par Plan International Cameroon. Il s'agit d'un partenaire technique gouvernemental clé

qui travaille en collaboration avec nous dans le cadre des projets de formation professionnelle. La plupart des centres de formation professionnelle accrédités sont recommandés par la délégation pour aider le gouvernement à promouvoir l'emploi et l'autonomisation des jeunes. Ils font régulièrement des recommandations sur la manière d'améliorer la qualité de la formation professionnelle mise en œuvre par Plan International Cameroon.

En collaboration avec la délégation régionale de l'éducation de base, Plan International Cameroon a pu soutenir l'alimentation scolaire dans la région du Nord-Ouest.

Une évaluation multisectorielle des besoins a été réalisée en collaboration avec la Délégation Régionale des Enseignements Secondaires dans le but d'identifier les problèmes rencontrés par les élèves dans les établissements des enseignements secondaires et les moyens possibles de répondre aux besoins de ces enfants avec la crise actuelle. A un autre niveau, au sein des communautés, Plan International Cameroon est bien accueilli dans la mesure où les chefs de quartiers et autres autorités traditionnelles sont venus à plusieurs reprises avec soit une liste d'enfants et de familles vulnérables à soutenir, soit des projets soumis visant à promouvoir la protection des enfants dans leurs communautés.

Dans la région de l'Extrême-Nord, Plan International est régulièrement consulté au niveau régional sur des questions liées à la protection

de l'enfance, comme en témoigne une récente consultation qui a permis de mettre en place un cadre de concertation des acteurs impliqués dans la protection de l'enfance ainsi que la conférence de gestion des cas au niveau de l'arrondissement de Mokolo qui a jusqu'à présent amélioré la qualité des interventions au sein du département. En tant que membre du groupe de travail sur l'éducation dans la région de l'Extrême-Nord, Plan International Cameroon est sollicité par les autres membres et aussi par la délégation régionale du MINEDUB pour l'extension de son projet d'éducation alternative (Accelerated Education Program) qui cible les enfants non scolarisés. Plan International reste la référence sur les domaines du développement de la petite enfance. Tous les partenaires y compris le gouvernement (Délégation Régionale de l'Éducation de Base) viennent souvent consulter

Plan International Cameroon lorsqu'il s'agit d'interventions en faveur de la petite enfance.

Au niveau de la région du Nord, Plan International Cameroon est largement considéré comme l'une des meilleures ONG Internationale et un partenaire incontournable, lorsqu'il s'agit de défendre les droits des enfants et surtout des filles à l'éducation et à la protection. Notre volonté de devenir la première organisation de défense des droits de l'enfant et surtout des filles a été appréciée par les autorités administratives régionales. Il convient de mentionner la célébration de certaines journées internationales telles que la Journée de l'enfant africain et la Journée internationale de la fille, au cours desquelles Plan International Cameroon est le plus sollicité dans la région.

Néanmoins, un travail important reste à faire, en particulier au niveau des communautés où, en raison de l'insuffisance des capacités et des irrégularités de communication, la perception de Plan International Cameroon par les autorités administratives, traditionnelles, religieuses et les bénéficiaires locaux est relativement inférieure à nos attentes. Notre personnel de première ligne et nos associés, y compris les agents communautaires et les volontaires communautaires, ne sont pas cohérents dans leur approche et leur communication, ce qui entraîne des variations dans les informations transmises, raison pour laquelle cet aspect sera l'un de nos domaines de prédilection pour le nouvel exercice 22.





RAPPORT FINANCIER ANNEE ANNEE 2021

(JUILLET 2020 À JUIN 2021)
PLAN INTERNATIONAL CAMEROON

ENVIRONNEMENT OPERATIONNEL

Au cours de l'exercice 2021, Plan International Cameroun a mis en œuvre des programmes humanitaires et de développement durable. Les réponses humanitaires ont été principalement orientées vers l'assistance aux réfugiés du Nigéria et de la République Centrafricaine et aux victimes des conflits dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun et vers la contribution à la réduction de la propagation du COVID-19.

Le budget et les dépenses ont utilisé le FCFA comme monnaie ; Nous n'avons pas rencontré de problème de change puisque la monnaie du groupe international de Plan est l'Euro contre lequel le FCFA a un taux fixe.

REPORTING FINANCIAL

Les états financiers de Plan International respectent les normes internationales d'information financière (IFRS) et les principes comptables généralement admis aux Etats-Unis (US GAAP). Ces états couvrent à la fois les aspects de mobilisation des ressources et les dépenses de l'organisation. Le manuel des opérations, soutenu par des politiques telles que la tolérance zéro à la fraude, a guidé toutes nos opérations.

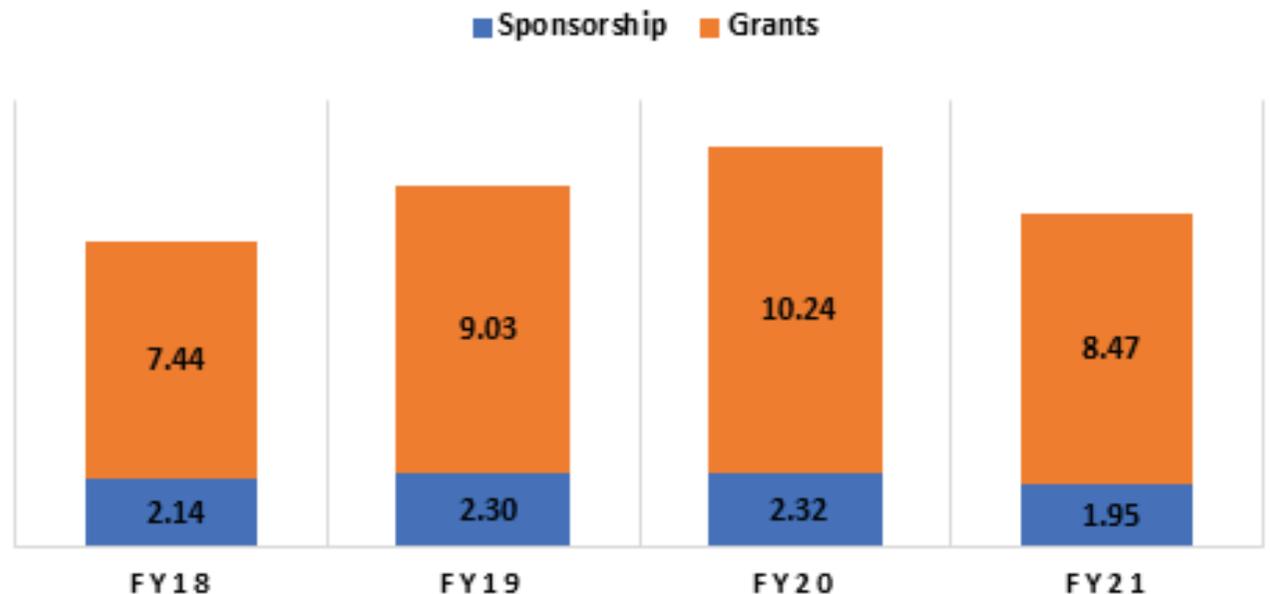
REVENUS

Au cours de la période fiscale 21, nous avons mobilisé plus de 11,3 milliards de FCFA auprès de nos donateurs. Nous avons recueilli 17% du revenu total par le biais de dons individuels (parrainage) grâce aux bureaux de Plan International en Amérique du Nord, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. Les subventions provenant de donateurs bilatéraux (comme le gouvernement de la République du Cameroun), multilatéraux (comme le Programme Alimen-

taire Mondial, le HCR, l'UNICEF) et des entreprises ont représenté 83% des revenus.

Nous sommes reconnaissants à tous nos supporteurs dans le monde entier qui ont été fiables au fil des ans. Le revenu total mobilisé au cours des dernières années a augmenté de manière significative au cours des trois dernières années et a connu une légère baisse au cours de l'exercice 21. Les graphiques ci-dessous illustrent la tendance des revenus perçus au cours des quatre derniers exercices.

CUMMULATIVE INCOME PER FINANCIAL YEAR IN BILLION FCFA



DÉPENSES

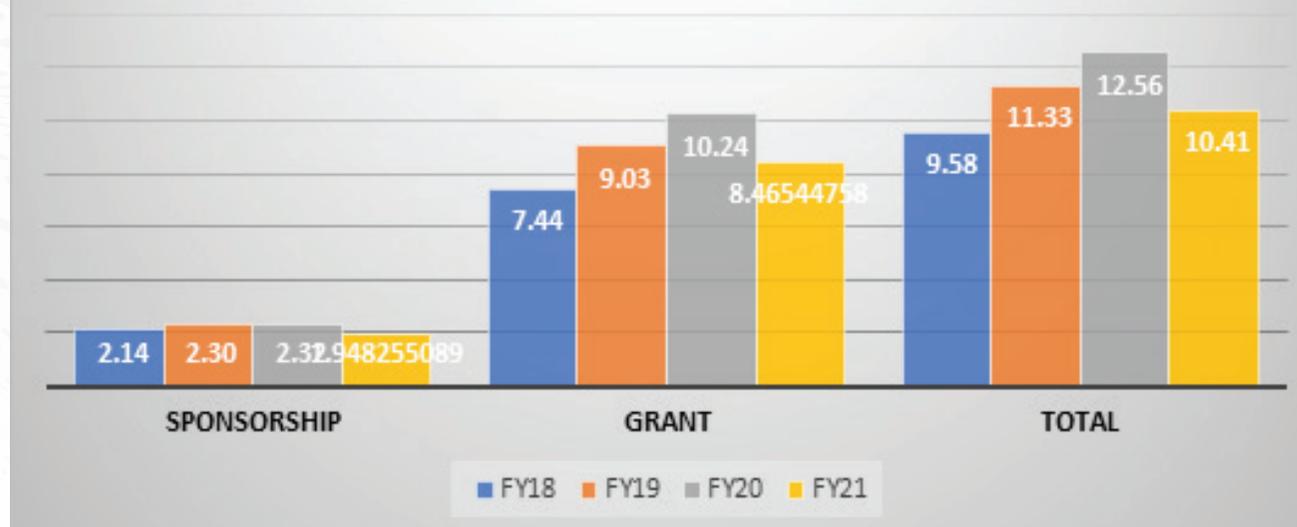
12,1 milliards de FCFA, soit 96% des recettes, ont été dépensés au cours de l'année considérée. Nous avons entièrement dépensé le financement des dons individuels (parrainage). En revanche, nous avons dépensé 120% du financement des subventions, principalement en raison des ajustements qui ont été requis dans nos accords de financement avec les donateurs pour contenir les mesures de barrière à la pandémie de COVID-19.

81% des dépenses totales ont été consacrées à l'exécution directe des programmes dans plusieurs domaines d'impact. Les domaines d'impact pour lesquels les dépenses ont été les plus élevées sont les suivants : un départ sain dans la vie et la protection et l'assistance dans les situations d'urgence (chacun représentant 29% du total des dépenses), suivis par l'éducation de qualité (8%). La santé sexuelle et reproductive (y compris le VIH/SIDA) et l'eau et l'assainissement ont enregistré les dépenses les plus faibles au cours de la période de référence.

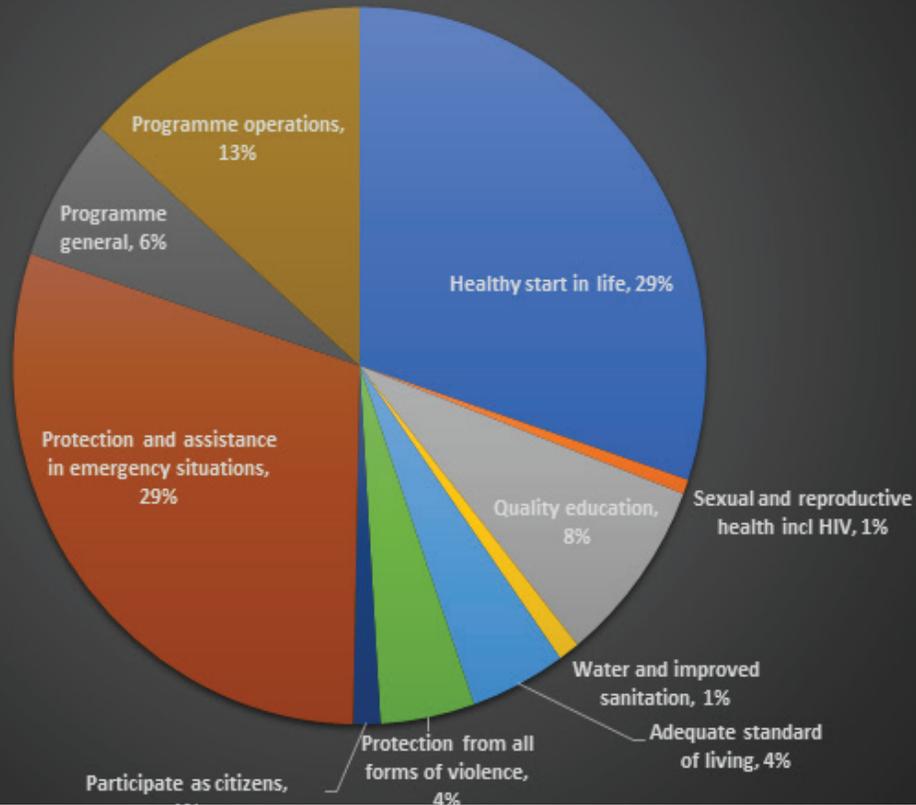
EN PERSPECTIVE

La COVID-19 reste un défi, par conséquent, nous cherchons des méthodes alternatives pour améliorer la qualité de notre service dans le contexte général. Nous continuerons également à améliorer la qualité et la rapidité de nos reporting car nous savons dans quelle mesure ils contribuent à l'objectif d'un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité des filles.

INCOME PER FUNDING SOURCE IN BILLION FCFA



PERCENTAGE EXPENDITURE PER PROGRAM AREA



WE ARE ENGAGED TO WORK WITH OTHERS OUTSIDE THE ORGANIZATION TO BUILD A BETTER WORLD FOR GIRLS AND ALL CHILDREN



WORLD CHILDREN'S DAY

IT IS TIME FOR EVERY CHILD TO HAVE EVERY RIGHT

NOS BUREAUX

BUREAU NATIONAL

Derrière Usine Bastos, face de l'Ambassade du Niger
B.P. 25 236 | Messa –Yaoundé
Tél: (+237) 222 21 54 58 Fax: (+237) 222 21 54 57
Web : <https://plan-international.org/cameroon>
E-mail : cameroon.co@planinternational.org
Facebook : Plan International Cameroon
Twitter : PlanCameroon
Instagram : Plan_Cameroon

BUREAU RÉGIONAL DE L'EXTRÊME-NORD BUREAU D'IMPLÉMENTATION DES PROGRAMMES DE L'EXTRÊME-NORD

Quartier COMICE, à côté du bureau UNHCR
B.P. 462 | Maroua, Cameroun
Tél: (+237) 222 29 13 50
Fax: (+237) 222 29 24 98

Sous – bureau de Kousséri :

Quartier Paguy, A côté des bureaux d'Intersos

Représentation de Mora :

Centre social de Mora, Derrière l'ancienne commune.

Représentation de Mokolo :

Dans les locaux de la délégation MINPROFF

BUREAU RÉGIONAL DU NORD-OUEST BUREAU D'IMPLÉMENTATION DES PROGRAMMES DES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

Behind Hilltop Hotel, Up Station
B.P. 187 | Bamenda, Cameroun
Tél: (+237) 233 36 35 91

BUREAU RÉGIONAL DU NORD BUREAU D'IMPLÉMENTATION DES PROGRAMMES DU NORD

Quartier Plateau (derrière Hysacam)
B.P. 401 | Garoua, Cameroun
Tél: (+237) 222 27 16 15
Fax: (+237) 222 27 16 22

BUREAU DU PROGRAMME SOCIAL PLAN INTERNATIONAL/UNHCR D'APPUI AUX RÉFUGIÉS URBAINS DE DOUALA Programme social d'appui aux réfugiés urbains

Ancien Ises, Deido, Douala
Tel: (+237) 233 37 25 90

SOUS - BUREAUX DU SUD-OUEST

Sous – bureau de Buéa :
Bokwoango road, Opposite Parent
Mountain school
Sous – bureau de Kumba :
Alaska Street

Tél: (+237) 233 36 35 91
Fax: (+237) 233 36 38 09

BUREAU RÉGIONAL DE L'EST BUREAU D'IMPLÉMENTATION DES PROGRAMMES DE L'EST

Quartier Mokolo
B.P. 589 | Bertoua, Cameroun
Tél: (+237) 222 24 22 91
Fax: (+237) 222 24 21 99

Derrière Usine Bastos
face Ambassade du Niger
P.O. Box 25 236 - Messa
Yaounde - Cameroon
+237-222 21 54 58

Web site : www.plan-international.org/cameroon

Email : Cameroon.CO@plan-international.org

SUIVEZ-NOUS FOLLOW US



Plan International Cameroon



Plan Cameroon



Plan_cameroon



Ministère des Relations Extérieures (MINREX)
Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF)
Ministère des Affaires Sociales (MINAS)
Ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL)
Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC)
Ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB)
Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC)
Ministère de la Santé Publique (MINSANTE)
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD)



Funded by
European Union
Civil Protection and



Sweden
Sverige



In partnership with



MESSAGE À NOS PARTENAIRES ET PARRAINS

Plan International Cameroon a fait de grands pas vers la réalisation de notre objectif d'un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité des filles. Nous reconnaissons et apprécions le soutien financier et technique de nos donateurs et partenaires. Nous restons engagés à assurer la transparence et la responsabilité dans nos programmes.

MERCI DE VOTRE SOUTIEN !